

RÉvolutionnaires

32 17 AVRIL 2025 · 2 € · LE JOURNAL DU NPA-RÉvolutionnaires

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



ÉDITORIAL

Il est temps d'en finir avec les frontières et les patrons

Mercredi 2 avril, Trump déclarait la guerre commerciale au monde entier : des droits de douane passant de 10 % à 25 %, voire plus, semant la panique parmi les patrons européens, et de 20 % à 54 % pour les importations venues de Chine. Mardi 8, il raillait, lors d'un banquet de notables du Parti républicain, les pays qui cherchaient à négocier à la baisse : « *Ils nous appellent, ils me lèchent le cul.* » Le lendemain, volte-face : il annonçait une pause de 90 jours, le temps des marchandages... sauf pour la Chine, où les droits allaient au contraire monter à 145 %.

LA GUERRE DES MAFIAS QUI GOUVERNENT

Culot et inconséquence d'un parrain de mafia, qui pourrait déséquilibrer l'économie de la planète ? En partie. Mais pas si fou : entre la chute des cours de la bourse provoquée par la première annonce et leur remontée, certains s'en sont mis dans les poches. « *C'est le bon moment pour acheter* » avait tweeté Trump sur ses réseaux, prévenant ses amis de la volte-face qu'il allait opérer et qui ferait grimper le cours des actions, enrichissant les acquéreurs. Au point que des sénateurs américains ont demandé une enquête contre lui pour « délit d'initiés ».

Samedi 12, il annonçait que smartphones, ordinateurs et d'autres produits électroniques fabriqués en Chine ne subiraient pas la hausse des droits de douane. Car en Chine une partie de l'industrie américaine de la tech, comme Apple qui y fait assembler ses produits, craint de ne plus pou-

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉvolutionnaires



POLITIQUE	p. 1 à 3	INTERNATIONAL	p. 4 à 6	VIE DU PARTI	p. 7	DOSSIER	p. 8 à 10	PREMIÈRES LIGNES	CULTURE	p. 15
Editorial Il est temps d'en finir avec les frontières et les patrons		Macron-Bayrou veulent nous faire les poches > Attaques contre la recherche et les universités : en France aussi ! > Coupes budgétaires dans l'associatif et le social	Turquie : Explosion de colère contre le régime d'Erdogan L'AKP d'Erdogan, un grand parti de la bourgeoisie Un régime bien commode aux yeux des grandes puissances pour maintenir l'ordre social dans la région Grèce : Un mouvement qui modifie les rapports de forces politiques	Tunis : la jeunesse réveille la solidarité avec le peuple palestinien Gaza transformé en <i>no man's land</i> Une <i>refuznik</i> condamnée pour refuser de servir dans l'armée israélienne États-Unis : un samedi de la colère Face à Trump et ses sbires : <i>stand up, baby, stand up !</i>	Abonnez-vous à Révolutionnaires ! Fête réussie à Lyon		LA GUERRE COMMERCIALE DE TRUMP : UNE GUERRE IMPÉRIALISTE POUR RESTAURER L'HEGÉMONIE La bourgeoisie américaine face au coup de poker de Trump Protectionnisme et libre-échange : deux facettes d'une même politique Un jeu à somme nulle ? Réciproques comme le marteau et son clou « Travailleurs de tous les pays, unissons-nous » Souveraineté nationale ou indépendance de classe ?	Interview CGT Lubrizol La Poste : procès de cinq postiers et une grève à Antony La RATP et la pizza Débrayages à Stellantis Mulhouse et Poissy Rassemblement à STMicroelectronics Crolles L'électricité, un besoin soumis aux intérêts capitalistes Interview travailleurs de l'Alhambra Suicides à l'hôpital La SNCF se blinde... contre les cheminots ! Éduc : Argenteuil en colère !	Exposition · Livre · Films Documentaire · Série	
Lutte contre l'extrême droite ou avilissement devant l'État bourgeois ? Macron en Égypte Kanaky : le temps des colonies, ce n'est pas fini !				HISTOIRE	p. 7			NPA JEUNES	p. 16	
				L'affaire de la prison clandestine d'Arenç			Budgets universitaires : les attaques ne font que commencer ! Université Rouen-Pasteur : pour combattre le racisme à la fac, ne comptons que sur nos luttes SciencesPo Strasbourg : CRS hors de nos campus, solidarité Palestine ! Sorbonne : résistance contre Erdogan et son régime !			

»» SUITE DE L'ÉDITORIAL

voir profiter à satiété de l'exploitation des ouvriers chinois, et Amazon y perdrait une grande partie de son trafic.

Ce nouvel épisode est caractéristique de ces bras de fer et marchandages entre les gouvernements qui, à la tête des grandes puissances, défendent les intérêts des grandes sociétés industrielles et commerciales : une rivalité sur le dos des travailleurs et de tous les peuples pauvres de la planète.

... SUR NOTRE DOS

C'est à nous tous qu'ils comptent faire payer l'addition. Par la hausse des prix entraînée par les nouveaux droits de douane. Par les licenciements et le chômage provoqués par les restructurations, déplacements de lieux de production, que décideront les patrons en fonction de la rentabilité des divers marchés.

Quand Trump clame qu'il va ainsi réindustrialiser les États-Unis et en y ramenant la production faite au Mexique, c'est pour déplacer le chômage de l'autre côté du Rio Grande, à condition de réussir à imposer aux travailleurs américains les salaires des ouvriers mexicains, au nom de la concurrence.

Il en est de même ici de tous ceux qui, de Le Pen et Macron jusqu'aux leaders de la gauche, nous parlent de patriotisme économique et de protectionnisme censé sauver « notre » industrie et « nos » emplois. C'est de sauver les profits des patrons français qu'ils parlent.

ENTRE TRAVAILLEURS, NI GUERRE NI FRONTIÈRES

Ceux des syndicats qui enchainent sur le même thème au prétexte de « lutter contre le dumping social », se placent sur le même terrain, arguant d'un capitalisme plus national, où patrons et ouvriers auraient des intérêts communs, et où l'État nous protégerait des abus et des barrières douanières des concurrents. Mais nous n'avons aucun intérêt commun avec les exploiteurs de nos pays, qu'ils soient marchands de produits de luxe comme Arnault ou d'instruments de mort comme Dassault. Refusons d'être entraînés dans leurs guerres, aujourd'hui commerciales et peut-être demain militaires. Les seuls combats qui valent d'être menés sont ceux des travailleurs et travailleuses de tous les pays, par-delà les frontières. Car tous les grands groupes exploitent des ouvriers aux quatre coins du monde et ce seront nos luttes communes qui nous débarrasseront de tous ces parasites et permettront d'organiser nous-mêmes la production en fonction des besoins de tous.

• 14/04/2025

CONTACTEZ-NOUS
courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

Lutte contre l'extrême droite ou avilissement devant l'État bourgeois ?

Depuis la condamnation de Marine Le Pen pour détournement de fonds publics, le milieu politique est en émoi. Pensez donc, en l'état, elle ne pourrait pas se présenter à l'élection présidentielle de 2027 ! Et les réactionnaires de se précipiter pour critiquer la décision judiciaire, jusqu'au Premier ministre, Bayrou, qui s'est déclaré « trouble ». Même Mélenchon s'est cru obligé de déclarer que « la décision de destituer un élu devrait revenir au peuple » (comme si Le Pen avait été destituée !). Premier résultat, la cour d'appel de Paris annonçait un appel possible « dans des délais qui devraient permettre de rendre une décision à l'été 2026 ». Aucun justiciable ordinaire ne bénéficierait d'un tel traitement de faveur...

Le parti d'extrême droite ne s'en est pas satisfait. En plus des vociférations et des hurlements de ses députés à l'Assemblée, il a appelé le 6 avril à une grande manifestation nationale à Paris « pour sauver la démocratie ». Peut-être espérait-il qu'en se posant en victime, il ferait oublier ses prévarications et gagnerait en popularité ? Las, malgré une campagne intense et des cars affrétés dans tout le pays, ils se sont retrouvés moins de 7 000. Il est vrai que ça n'a pas ému grand monde que Le Pen et son parti se soient fait prendre la main dans le

sac et les doigts dans le pot de confiture : après tout, chacun sait que ce sont bien des politiciens bourgeois comme les autres, aussi vénaux et corrompus.

Les Écologistes, LFI et Solidaires le 6 avril, et quasiment toute la gauche politique, associative et syndicale le 12, ont appelé de leur côté à des manifestations en « défense de l'État de droit, de la République et de la démocratie ». « Nous sommes très inquiets par la situation en France, par les remises en cause de l'État de droit et de l'indépendance de la justice », a déclaré Sophie Binet pour la CGT, moins pressée pour appeler les travailleurs à riposter aux attaques patronales... Garantir nos libertés démocratiques et lutter contre l'extrême droite en défilant pour la défense de la République, de l'État et des institutions ? Ces institutions soumises corps et âme aux intérêts du grand patronat, qui organisent avec méthode et brutalité l'appauvrissement de la population laborieuse et qui édictent et font appliquer des lois racistes qui ne visent qu'à diviser nos forces ? Les dirigeants syndicaux comme ceux des partis de gauche comptent sur les institutions, alors que seule la mobilisation des travailleurs sur leurs propres revendications peut développer la conscience et l'organisation qui permettront de vaincre l'extrême droite.

MICHEL GRANDRY • 15/04/2025

MACRON EN ÉGYPTE : UN GHETTO À GAZA, UN PLAN POUR LES BONNES AFFAIRES

Après avoir soutenu de façon permanente Israël dans sa guerre à Gaza, Macron, en voyage en Égypte du 6 au 8 avril, aurait pris ses distances avec Trump et Netanyahu. Quelle audace ! Il a juste promis que la France allait reconnaître le principe d'un État palestinien... au mois de juin. Pas trop pressé, 150 pays l'ont déjà fait. Et quel État, sur quel territoire, quand Gaza est en ruine et que les colonisations se poursuivent en Cisjordanie ? La petite prise de distance se limite à regretter que Netanyahu ait interrompu le cessez-le-feu et à apporter au maréchal Sissi – et au roi Abdallah de Jordanie, qui avait fait pour l'occasion le voyage au Caire – son soutien à un vague « plan des pays arabes » : par crainte de voir déferler chez eux les deux millions

de pauvres qu'Israël voudrait chasser de Gaza, le président égyptien et le roi de Jordanie sont seulement à la recherche d'une force suppléante, palestinienne ou autre, à qui l'on pourrait confier la gestion de Gaza en ruine.

En attendant la découverte du gendarme qui pourrait faire la police du ghetto de la bande de Gaza pour le compte d'Israël, Macron s'est surtout rendu en Égypte accompagné de quelques hommes d'affaires, dont le PDG d'Alstom qui espère arracher le marché de fourniture de rames pour la nouvelle ligne de métro du Caire, la directrice du groupe EDF, le directeur général de Vinci et, bien entendu, le PDG du groupe Dassault qui a vendu ses Rafale à l'Égypte et en négociait un nouveau contrat d'entretien.

ABONNEZ-VOUS : VERSION PAPIER

6 MOIS 20€ OU 25€ PRIX DE SOUTIEN
12 MOIS 40€ OU 50€ PRIX DE SOUTIEN

NOUVEAU : VERSION NUMÉRIQUE

1 AN 20€

• PAR CARTE BLEUE
<https://buy.stripe.com/eVa3eCfRm05X520000>

• PAR CHÈQUE
À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX



NUMÉRO 32 • 17 AVRIL 2025 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR « LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »

ASSOCIATION LOI DE 1901

ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX

BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER, AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT

30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE

TÉL. : 01 49 63 66 66

RÉVOLUTIONNAIRES

Macron-Bayrou veulent nous faire les poches !

« Il ne s'agit pas d'une politique d'austérité ! », c'est Éric Lombard, le ministre de l'Économie qui annonce que l'an prochain, il faudra réaliser entre 40 et 50 milliards d'euros d'économies sans augmenter les impôts. Selon lui, « on peut tout à fait réduire les dépenses publiques et maintenir la qualité des services ». Tout ce que nous avons connu ces dernières années prouve le contraire : on arrose les patrons et on rogne sur les budgets sociaux, au détriment des patients, des retraités, des assurés sociaux, des demandeurs d'emplois, des étudiants, des familles modestes... Par contre, les budgets de l'armée et de la police ne seront pas touchés et même augmenteront !

»»»

DES ATTAQUES CONTRE LA RECHERCHE ET LES UNIVERSITÉS : EN FRANCE AUSSI !

Les attaques de l'administration Trump contre la recherche aux États-Unis allient coupes budgétaires brutales et chasse aux sorcières. Mais on aurait tort de penser que nous sommes immunisés contre ce double poison, de ce côté-ci de l'Atlantique.

DES TRUMPERIES RÉACS BIEN DE CHEZ NOUS

Depuis plusieurs années, des recherches en sciences sociales sont attaquées en France sous le motif qu'elles seraient perverties par « l'idéologie woke » ou « l'islamo-gauchisme ». Certes, il n'y a pas (encore ?) de liste de mots interdits, ni d'équipes de recherche démantelées. Mais le trumpisme ne déplaît pas à tout le monde ici.

AUSTÉRITÉ MADE IN FRANCE

Côté budget, les mesures prévues par Trump équivalent à une baisse de 2 à 3 milliards de dollars sur un budget de 150 milliards (soit 1,3 à 2 % de baisse) - ce qui laisse intacte la très grande puissance financière des universités privées qui s'appuient sur des fondations et des mécènes. En France, le budget a coupé les fonds dédiés à l'enseignement supérieur et à la recherche de 1,5 milliard d'euros (soit 5,6 %). La purge est donc trois à quatre fois plus forte que celle décidée par Trump ! Cette pénurie organisée rappelle ce qui se passe dans l'ensemble du service public. Et elle ne date pas d'hier : le budget moyen par

étudiant est en chute libre depuis la fin des années 2000 et les postes d'enseignants et d'employés administratifs et techniques manquent partout.

LE BAL DES HYPOCRITES

En France, le programme Pause, qui permet d'accueillir des chercheurs menacés politiquement dans leur pays, a vu son budget réduit de 60 %. C'est la solidarité internationale qui est en effet mise en « pause »... malgré les velléités de quelques universités, comme Aix-Marseille, qui est en pointe... avec un programme d'accueil de quinze chercheurs pour une durée de trois ans.

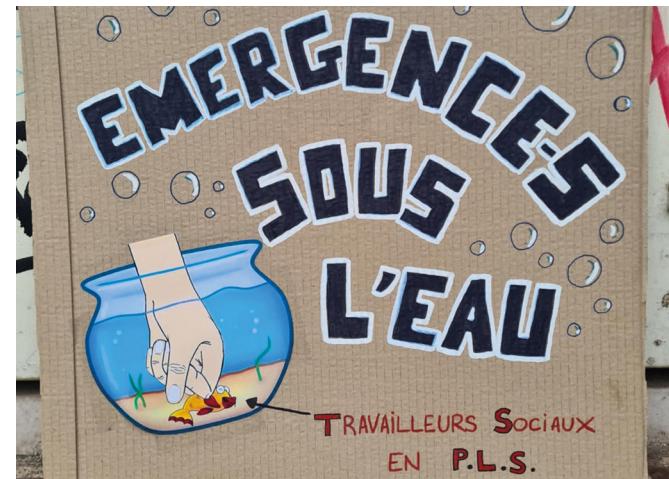
UNE POLITIQUE COMBATTUE SUR LE TERRAIN

Cet hiver, des étudiants, des enseignants ainsi que d'autres membres du personnel des universités se sont opposés aux coupes budgétaires et à leurs conséquences. Aux États-Unis aussi, des mouvements commencent à se structurer. Minoritaires mais déterminés, ils montrent la voie à suivre.

SACHA CREPINI • 15/04/2025

ARTICLE COMPLET À LIRE

npa-revolutionnaires.org/des-attaques-contre-la-recherche-et-les-universites-en-france-aussi >>



COUPES BUDGÉTAIRES DANS L'ASSOCIATIF ET LE SOCIAL : UN CHOC SOCIAL DE GRANDE AMPLÉUR

Le gouvernement annonce un nouvel « effort » de 40, voire 50 milliards d'euros pour le budget 2026. Pourtant, les coupes massives qui ont eu lieu depuis un an lamineront déjà des pans entiers du secteur associatif et social et agravent la paupérisation des classes populaires, notamment les précaires et les plus fragiles.

UN PLAN SOCIAL MASSIF SUR UN AIR DE TRONÇONNEUSE

La région Pays de la Loire a été parmi les premières à sortir la tronçonneuse fin 2024 en coupant 75 % du budget culturel et social, soit 100 millions d'euros. Des centaines de structures et des milliers d'emplois sont menacés. Comme l'association Mobilis, pôle régional du livre et de la lecture, qui vient d'annoncer le licenciement de ses cinq salariés cet été. Elle devra supprimer une bonne partie de son soutien aux auteurs et de ses activités d'accompagnement à la lecture en zone rurale comme en Ehpad.

SUPPRESSION D'AIDES SOCIALES ET CONCURRENCE ENTRE LES PAUVRES

Les coupes touchent aussi directement les bénéficiaires des aides sociales, comme en Moselle, où les secours d'aide à l'enfance (SAE) seront réduits sur décision du département.

Dans le Nord, le département avait annoncé couper trois millions de financement aux associations de prévention spécialisée, ce qui aurait eu pour conséquence de supprimer soixante postes d'éduc et de laisser des centaines de jeunes et familles sur le carreau. Mais 1 300 salariés ont manifesté début février, poussant le président du département à retirer sa mesure deux semaines plus tard.

LES COUPES BUDGÉTAIRES NE SONT PAS UNE FATALITÉ

Frappés par l'austérité, les salariés du social ont montré leur refus de laisser faire. En Pays de la Loire, des artistes et des salariés d'associations ont manifesté contre les coupes. Dans d'autres départements, les salariés ont fait grève et manifesté. Les grèves et manifestations du 1^{er} avril, qui ont réuni près de 30 000 salariés, ont permis de dépasser le cadre du boîte par boîte. Réunis en assemblée générale dans de nombreuses villes, les grévistes se sont fixé l'objectif de poursuivre la mobilisation avec une semaine de mobilisation prévue autour du 15 mai.

CORRESPONDANTS • 15/04/2025

ARTICLE COMPLET À LIRE

npa-revolutionnaires.org/coupes-budgetaires-dans-l-associatif-et-le-social-un-choc-social-de-grande-amplitude >>



Kanaky : avec Valls à la manœuvre, le temps des colonies, ce n'est pas fini !

Valls, ministre des Outre-mer, n'a visiblement pas changé d'avis depuis 2018, quand il affirmait son « attachement au lien qui unit la Nouvelle-Calédonie à la France ». Pour preuve, s'il en fallait, le projet d'accord qu'il propose au nom de l'État français aux partis indépendantistes et loyalistes après sa visite du mois de février sur l'archipel.

Selon le texte, soumis à des séances de négociations en visioconférence durant plusieurs semaines, le territoire calédonien doit se trouver engagé dans une nouvelle « étape de son émancipation, fondée sur une montée en responsabilité progressive, le partage encadré de certaines compétences régaliennes et la consolidation d'une citoyenneté calédonienne ». Un accord qui pourrait être transposé dans une loi fondamentale, inscrite dans la Constitution française. L'exercice du droit à l'autodétermination serait conservé, mais il s'agirait désormais de

proposer aux habitants de l'archipel un « référendum de projet » et non plus de dire oui ou non à l'indépendance, pour « rompre avec la logique binaire des précédentes consultations » et « engager l'ensemble des forces politiques calédoniennes dans une dynamique de responsabilité ». Pour être soumis au vote, un tel projet devrait d'abord être adopté par le Congrès calédonien à la majorité des trois cinquièmes... alors que les indépendantistes n'y détiennent aujourd'hui qu'un peu moins de la moitié des sièges. Sur le contenu dudit « projet », les circonvolutions sont aussi élevées

que sont nombreux les gendarmes sur l'archipel, puisqu'il « pourrait porter sur un nouveau partage de souveraineté ou sur l'accession à la pleine souveraineté incluant le transfert des compétences régaliennes, lesquelles pourraient faire l'objet d'une délégation immédiate à la France ». Aucune date n'est envisagée pour un nouveau référendum, mais il pourrait être organisé « à l'issue d'une période de stabilisation et de construction nécessaire à l'apaisement sociétal, à la reconstruction économique et financière et à la maturation démocratique du pays... ». En attendant, les compétences régaliennes (relations internationales, défense, police, justice, monnaie) continueraient d'être exercées par la France qui promet juste de mieux associer la Nouvelle-Calédonie, par le biais de « mécanismes spécifiques de concertation, de co-construction ou de codécision », ainsi que par « la formation et l'intégration de cadres calédoniens, civils et militaires, issus des concours de la fonction publique ». Blabla... Valls, tais-toi, la Kanaky n'est pas à toi !

Quant au projet lancé par Macron sur le dégel du corps électoral, qui avait déclenché l'immense révolte de 2024 au sein de la population kanak, s'il n'est pas directement remis sur la table, il est évoqué que dix à quinze ans de résidence soient nécessaires pour pouvoir s'exprimer aux élections provinciales et lors des éventuels référendums d'autodétermination. La citoyenneté deviendrait de droit pour les natifs, les enfants et conjoints de citoyen. À terme, c'est l'assurance de la minorisation définitive du peuple kanak sur sa propre terre.

Pendant ce temps-là, le 8 avril, la Cour de cassation a rejeté le pourvoi de Christian Tein, le dirigeant de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT) qui, durant des mois, a mené la lutte contre l'État français et qui est en détention « provisoire » depuis juin 2024 à 16 000 kilomètres de chez lui, à la prison de Mulhouse. Liberté pour Christian Tein et tous les déportés politiques kanak !

MARIE DAROUEN • 14/04/2025

TURQUIE

EXPLOSION DE COLÈRE CONTRE LE RÉGIME D'ERDOĞAN

Dimanche 13 avril, à l'appel du CHP, le parti d'opposition dont l'arrestation, le 19 mars, du principal dirigeant, le maire d'Istanbul Ekrem İmamoğlu, a été à l'origine de la révolte actuelle, une nouvelle manifestation a eu lieu en Turquie dans la ville de Samsun, sur la mer Noire. Le CHP a fait le choix symbolique de cette ville, où Mustapha Kemal avait initié le mouvement qui devait conduire à la création de la République turque.

Loin de se réduire à un simple mouvement de solidarité avec le seul İmamoğlu, la mobilisation actuelle exprime le rejet du régime d'Erdoğan, son autoritarisme, ses pressions religieuses et réactionnaires. Malgré les tentatives du gouvernement pour briser la mobilisation en prolongeant les fêtes de fin de l'Aïd et en arrêtant des centaines de manifestants, la colère ne semble pas s'éteindre.

Le 8 avril, des milliers d'étudiants ont manifesté à Istanbul et Ankara, et un « concert solidaire de la jeunesse » a été organisé le dimanche 13 avril dans un district d'Istanbul, réunissant des étudiants et des collectifs de parents d'étudiants emprisonnés. Les lycéens ont aussi commencé à faire leurs propres manifestations. L'occasion de dénoncer la répression, mais aussi d'appeler à élargir la mobilisation étudiante aux travailleurs. Appels qui ne se traduisent pas encore dans les faits, les principaux syndicats étant aux abonnés absents.

Le CHP a rallié la mobilisation pour en prendre la tête, réclamer la libération d'İmamoğlu et a enchaîné sur la demande



d'élections anticipées, façon de détourner la mobilisation sur une voie purement institutionnelle.

Ce grand parti bourgeois, maintes fois au pouvoir, lié à une partie de l'état-major de l'armée comme au grand patronat turc, fort de ses succès électoraux contre les candidats du parti d'Erdoğan, cherche à apparaître comme la seule alternative. Mais sa volonté, visible, de contenir les manifestations peut convaincre de nombreux manifestants frustrés qu'il faut tout autre chose.

La grande inquiétude des dirigeants de la bourgeoisie, dont font partie ceux du CHP, est que la colère gagne les entreprises et que les travailleurs formulent leurs propres objectifs. À raison, car la lutte des travailleurs turcs trouverait sans aucun doute un écho bien au-delà de la Turquie. Le 1^{er} mai peut être l'occasion d'affirmer une politique propre de la classe ouvrière.

ROSE LAVIRE • 15/04/2025



L'AKP D'ERDOĞAN, UN GRAND PARTI DE LA BOURGEOISIE

La plupart des étudiants qui se mobilisent n'ont connu de leur vie que le régime d'Erdoğan, au pouvoir depuis 2003. Face au déclin du CHP, le vieux parti kényaniste, le parti d'Erdoğan, l'AKP, avait pu acquérir un certain poids dans les classes populaires en assurant la stabilité et une certaine croissance. Il s'en est servi pour opposer des fractions de la population pauvre entre elles et renforcer la répression contre les populations kurdes.

L'AKP a mené une politique sur mesure pour le patronat turc : allongement de la journée de travail au-delà de huit heures, baisse du pouvoir d'achat des travailleurs avec une inflation qui dépasse officiellement 40 % (le double dans la réalité), attaques contre les services publics...

Le coup d'État militaire manqué de 2016 a été l'occasion pour l'AKP de prendre complètement le contrôle de la justice et de l'armée, de réprimer durement les organisations socialistes et kurdes, mais aussi de mettre des proches du parti à la tête de grandes entreprises.

Le tremblement de terre de 2023 a achevé de fissurer l'illusion d'un Etat protecteur des plus pauvres. La construction de bâtiments non conformes aux normes sismiques, de piété qualité, et la gestion des secours par l'Etat expliquent les 46 000 morts, les 100 000 blessés, et les 2,7 millions de personnes déplacées.

R. L. • 15/04/2025

TURQUIE

Un régime bien commode aux yeux des grandes puissances pour maintenir l'ordre social dans la région

Le 25 mars, alors que les manifestations se poursuivaient en Turquie depuis une semaine, l'envoyé spécial de la Maison-Blanche au Moyen-Orient, Steve Witkoff, a tenu à rappeler la conversation « géniale » et « transformationnelle » que Donald Trump avait eue récemment avec Erdogan. On n'en attendait pas moins de l'émissaire de Trump. Gendarme de la région, la Turquie d'Erdoğan a contribué à la mise en place, sous l'égide des bandes armées du mouvement islamiste HTC, d'un régime chargé de rétablir l'ordre en Syrie après l'évittement de la Russie. Dans le même temps, elle maintient ses propres troupes dans nord du pays, contre la population kurde en particulier.

Macron s'est voulu plus distant, regrettant du bout des lèvres les « atteintes à la démocratie », pour souhaiter hypocritement que la Turquie « qui assume ses responsabilités de sécurité européenne » veuille bien « continuer d'être sur son chemin démocratique ». Son « chemin démocratique » ? Après vingt ans de pouvoir d'Erdoğan ? La

contribution à la « sécurité européenne » dont Macron sait gré au régime turc, ce sont ces camps financés par l'Union européenne, aux conditions de vie épouvantables, destinés à garder en Turquie ceux qui viennent d'autre pays du Moyen-Orient et tentent d'émigrer vers l'Europe. Cette « sécurité européenne », c'est celle qu'assure aux patrons de Bosch, de

Stellantis, de Renault la police d'Erdoğan contre les grévistes, c'est-à-dire les arrestations de militants, comme lors de grèves de l'année 2015 à Bursa. C'est celle que leur assure le syndicat officiel pro-patronal aux mains de l'AKP, le parti d'Erdoğan, souvent considéré comme l'unique syndicat légal dans l'usine.

OLIVIER BELIN • 14/04/2025

NOTRE RÉUNION PUBLIQUE EN VIDÉO : MANIFESTATION EN TURQUIE : COMMENT RENVERSER LE RÉGIME D'ERDOĞAN ?



sur notre chaîne YOUTUBE :
[@npa.revolutionnaires](https://www.youtube.com/@npa.revolutionnaires)

La contribution à la « sécurité européenne » dont Macron sait gré au régime turc, ce sont ces camps financés par l'Union européenne, aux conditions de vie épouvantables, destinés à garder en Turquie ceux qui viennent d'autre pays du Moyen-Orient et tentent d'émigrer vers l'Europe.

>> SUR LE SITE

Plus d'articles sur l'actualité internationale à lire :
npa-revolutionnaires.org





Le mouvement en cours en Grèce modifie les rapports de force politiques

Suite à la journée de grève générale du 28 février (la plus grande depuis la chute de la junte militaire en 1974), les développements politiques se sont accélérés. Le mouvement, qui fait suite à la gestion désastreuse par le gouvernement de l'accident ferroviaire de Tempi, déstabilise la scène politique bourgeoise et ouvre de nouvelles occasions pour les forces révolutionnaires. Après une série d'événements locaux (concerts, discussions publiques) qui ont suivi cette mobilisation historique, une nouvelle grève générale a eu lieu le 9 avril. La grève et les rassemblements ont été beaucoup plus modestes, mais significatifs. À Athènes, après le rassemblement de grève, un concert de collecte de fonds a été organisé pour soutenir les travailleurs du secteur public persécutés par le gouvernement. C'est l'absence de solution politique alternative qui maintient le gouvernement au pouvoir. Selon les sondages, la droite de Nouvelle Démocratie, réélue en 2023 avec 41 % des voix, n'est plus qu'à 27 %. Syriza (gauche « radicale », au pouvoir de 2015 à 2019) s'est effondrée obtenant moins de 6 %. Le Pasok (PS) reste bloqué autour de 13 %. La « Solution hellénique » (un parti politique d'extrême droite, pro-Trump) ne semble pas non plus profiter de la situation. Le Parti communiste (KKE) reste autour de 8 %.

Celle qui semble en mesure de récupérer électoralement cette situation est, pour le moment, Zoe Konstantopoulou et son parti « Cours de la liberté ». Elle s'est hissée à la deuxième place dans les sondages avec un score de 15 %. L'affaire de

l'accident de Tempi est un terrain de bataille privilégié pour elle, puisqu'en tant qu'avocate elle représente les parents des victimes. Cela éclipse l'image strictement parlementaire de ce parti, sans influence dans les mouvements et les syndicats, sans aucune présence dans les mobilisations.

Maintenant que le gouvernement a été ébranlé et que le système politique est en crise, les luttes importantes dans les systèmes de santé publique et d'éducation doivent se poursuivre avec plus de détermination. Les travailleurs doivent maintenir ouverts les fronts pour les conventions collectives et l'augmentation significative des salaires, contre les privatisations, contre les politiques de néo-management dans le secteur public, contre la dissimulation du crime de Tempi. Nous promouvons des revendications qui peuvent unifier et donner une perspective à la lutte : l'expropriation de Hellenic Train sans compensation, des chemins de fer publics sous le contrôle des travailleurs, la punition des responsables du crime et de la campagne de dissimulation, la chute du gouvernement. Sur cette base, nous promouvons l'action unifiée de la gauche révolutionnaire dans les lieux de travail, d'études et les quartiers populaires. Nous encourageons les formes d'auto-organisation des travailleurs et des opprimés.

CHRISTOS NOMIDI, OKDE-SPARTAKOS (GRÈCE)

• 13/04/2025

TUNIS LA JEUNESSE RÉVEILLE LA SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

Le lundi 7 avril 2025, les rues de Tunis ont vibré sous les pas de milliers de jeunes, principalement des étudiants et étudiantes mobilisés à l'appel de l'Union générale des étudiants de Tunisie (Uget). Une mobilisation d'ampleur, en soutien au peuple palestinien de Gaza, alors que l'armée israélienne a repris ses bombardements meurtriers.

Sur l'avenue Habib-Bourguiba, haut lieu de contestation populaire, la jeunesse tunisienne a fait entendre sa voix, brandissant des pancartes, scandant des slogans dénonçant le silence du monde arabe, les calculs diplomatiques des gouvernements et l'hypocrisie du gouvernement tunisien. En premier lieu, celle de Kais Saeid qui affiche formellement un



soutien au peuple palestinien, mais continue à renvoyer aux calendes grecques un simple projet de loi criminalisant la normalisation des relations avec Israël, déposé depuis 2023. Façon de se réserver la possibilité de faire demain comme le roi du Maroc en la matière ?

C'est, depuis le début du génocide à Gaza, le plus grand rassemblement de solidarité organisé en Tunisie. Il s'inscrit dans un mouvement plus large : la veille, à Rabat, des milliers de Marocains s'étaient aussi réunis pour exprimer leur soutien au peuple palestinien.

Si les gouvernements arabes ont enterré la cause palestinienne sous les accords de normalisation, sous les discours de « paix économique », la jeunesse, elle, refuse l'hypocrisie et l'oubli.

NORA DEBS • 14/04/2025

Gaza transformée en *no man's land*

Lundi 14 avril, Israël a transmis au Hamas par l'intermédiaire de l'Égypte une proposition de trêve. Mais quelle trêve ? Alors que l'armée intensifie ses opérations à Gaza, multiplie les interventions en Cisjordanie pour chasser les Palestiniens de chez eux et implanter de nouvelles colonies, et étend du côté de la Syrie son territoire, en élargissant la zone du plateau du Golan qu'Israël avait conquise par sa guerre de 1967.

Netanyahu est sûrement quelque peu gêné par les protestations qui se sont multipliées en Israël depuis qu'en rompant, il y a un mois, l'accord de trêve signé en janvier, il a interrompu à mi-chemin le calendrier négocié de libération des otages. D'autant que ces manifestations, bien que toujours limitées au seul problème des otages, se sont doublées d'un mouvement de résistants refusant leur ordre de mobilisation.

Mais c'est la guerre qu'il intensifie. Son objectif est de rendre Gaza totalement invivable pour finir par en chasser la popu-

lation. Après avoir détruit plus de 70 % des habitations, l'armée israélienne créée de vastes *no man's lands* : la zone dite « de sécurité » le long de la frontière entre Gaza et Israël, zone interdite de 300 mètres de large du nord au sud de la bande, contrôlée par l'armée, a été élargie de 1 à 1,5 kilomètre, pour une bande de Gaza d'à peine 6 à 12 kilomètres de large. De nouveaux corridors, routes réservées à l'armée d'occupation, ont été tracés au milieu des ruines, coupant du reste du territoire la zone de la ville de Rafah au sud, encadrant et isolant au nord la ville même de Gaza. Dans cette bande de

Gaza d'à peine 360 km², entre ce qu'Israël a nommé sa « zone tampon » et les zones où l'armée a donné récemment l'ordre d'évacuation, c'est 65 % du territoire qui est aujourd'hui zone interdite.

Faute d'avoir l'assentiment des pays voisins, l'Égypte et la Jordanie, pour expulser chez eux les 2 millions de Palestiniens vivant à Gaza, c'est en affamant la population, en rendant le ghetto invivable qu'Israël escompte en obtenir l'exode. Cette intensification de la guerre montre toute l'hypocrisie de ceux qui, comme Macron récemment, tout en soutenant depuis le début Israël, se disent inquiets, partisans d'une prétendue « solution » par « la reconnaissance d'un État palestinien » qui ne serait que la gestion du ghetto de Gaza en ruine par un ne sait quelle autorité garde-chiourme.



L'intensification du génocide à Gaza, des expulsions et de l'occupation militaire en Cisjordanie, de la politique expansionniste d'Israël, et l'hypocrisie de nos gouvernements qui le soutiennent, nécessitent toujours plus que nous manifestations notre solidarité avec le peuple palestinien sous les bombes.

OLIVIER BELIN • 15/04/2025

Une « refuznik » condamnée à trente jours de prison pour avoir refusé de servir dans l'armée israélienne

À 18 ans, Ella Keidar Greenberg, une jeune israélienne, militante communiste, pacifiste, internationaliste, dit publiquement non à l'enrôlement, non à l'apartheid, non au génocide. Un refus clair, sans trembler, qui a valu 30 jours de prison le 19 mars dernier à cette « refuznik », le terme qui désigne en Israël les objecteurs et objctrices de conscience. Et elle n'est pas la seule.

Ella fait partie de Mesarvot, un réseau de jeunes Israéliens et Israéliennes qui refusent de servir dans l'armée. Le collectif organise des campagnes publiques, des manifestations contre le génocide du peuple palestinien, dénonce l'occupation, le militarisme et les crimes commis par l'État israélien. Il soutient les refuzniks. Un autre d'entre eux,

Itamar Greenberg, après avoir été libéré en mars de 197 jours dans une prison militaire, a été de nouveau arrêté à Jérusalem lors d'une manifestation qui avait réuni une vingtaine de jeunes violemment réprimés par la police.

Le nombre de ces refuzniks reste cependant faible dans une société où l'armée est le pilier sacré de l'identité nationale et l'obéissance militaire inculquée dès l'école. Leur emprisonnement ne sanctionne pas de simples désertions, mais le refus de l'oppression sanglante du peuple palestinien par l'État sioniste. Leur insubordination est une étincelle d'espoir !

NORA DEBS • 14/04/2025

États-Unis : un samedi de la colère

NOUS PUBLIONS ICI DES EXTRAITS DE DEUX ARTICLES DE NOS CAMARADES DU GROUPE AMÉRICAIN SPEAK OUT NOW¹.

Samedi 5 avril, des manifestations ont eu lieu dans tous les États-Unis, sous le mot d'ordre « Bas les pattes (Hands Off) ! » Au moins un million de personnes se sont rassemblées et ont défilé, signe évident de la colère croissante face aux attaques de l'administration Trump contre les classes « moyennes » et la classe ouvrière. Des manifestations politiques d'une ampleur inédite depuis plusieurs années. Elles ont rassemblé des personnes de tous horizons et de tous âges, dont beaucoup manifestaient pour la toute première fois. Elon Musk, l'homme le plus riche de la planète, était aussi une cible de choix.

DE NEW YORK À PALM BEACH...

Sous une pluie froide, à New York, 100 000 personnes ont défilé le long de la 5^e Avenue. 100 000 à Washington, en même temps qu'une autre manifestation nettement plus marquée à gauche y rassemblait 40 000 personnes en défense des Palestiniens, dont de nombreux groupes d'étudiants, côté à côté avec de jeunes travailleurs d'Amazon ou de Google. Ils étaient des dizaines de milliers à Chicago, 10 000 à Oakland et des dizaines de milliers de l'autre côté de la Baie, à San Francisco. Des chiffres comparables à Portland, Boston, Los Angeles, Atlanta et bien d'autres.

Mais ces rassemblements n'ont pas eu lieu uniquement dans les régions acquises électoralement au Parti démocrate. À Asheville (Caroline du Nord), dévastée l'automne dernier par l'ouragan Helene et instrumentalisée par Trump dans sa campagne de réélection, 7 000 manifestants sont venus protester contre ses fausses promesses. Des milliers d'autres ont défilé en Virginie, au Texas à Austin où Musk a implanté une méga-usine Tesla et où il a récemment élu domicile, et même dans une douzaine de petites villes, qui votent pourtant républicain à toutes les élections.

LES DÉMOCRATES À LA MANŒUVRE... ET À LA PEINE !

Dans bien des rassemblements, des orateurs membres ou proches du Parti démocrate ont pris la parole, tentant de canaliser le mécontentement vers une voie de garage électorale. Mais, pour beaucoup de manifestants, il est évident qu'ils sont des défenseurs loyaux du même système que celui promu par Trump et sa clique de milliardaires. Obama et Biden ont tous deux expulsé plus d'immigrés que Trump. Les démocrates sont tout aussi responsables du soutien au génocide commis par le gouvernement israélien à Gaza, du démantèlement des services sociaux, de la défense des patrons contre les travailleurs, de l'augmentation des dépenses militaires et des subventions aux plus grandes banques et entreprises.

Une conscience de plus en claire est en train d'émerger.

• 08/04/2025

1. Les textes originaux sont accessibles sur leur site : speakoutsocialists.org



Face à Trump et à ses sbires : stand up, baby, stand up !

Pendant que les volte-face de Trump sur les droits de douane occupaient les esprits, son administration poursuivait, sur le plan intérieur, ses attaques contre les migrants, les classes populaires, les scientifiques, les artistes et tous ceux qui pourraient non seulement entraver, mais simplement désavouer cette politique.

LA BOULE AU VENTRE OU HANDS OFF ?

Suppression des subventions aux universités dont les étudiants ont manifesté contre la guerre à Gaza, crédits coupés pour les labos dont les recherches sont associées aux mots clés « crise climatique », « énergie propre » ou « science du climat » : les sbires d'Elon Musk licencient, ou incitent au départ, des milliers de fonctionnaires et chercheurs. Ceux qui n'ont pas été licenciés vont travailler avec la boule au ventre. Espérons qu'au lieu de courber l'échine, ils soient de plus en plus nombreux à se dire : stand up !

défendions particulièrement ces hauts gradés... mais tous ces hauts fonctionnaires ne savent-ils donc qu'obéir et se taire ?

LES CAPACITÉS DE MOBILISATION SONT TOUJOURS LÀ

La seule réponse efficace serait que tous les travailleurs empêchent ce gouvernement d'aspirants fascistes d'exécuter la moindre de ses décisions faute de personnel pour le faire. La peur d'être licenciés ? Refuser d'appliquer les décisions de Trump, ce serait sortir de la légalité ? Parce que Trump se soucie que ses décisions soient légales ?

La seule réponse efficace serait que tous les travailleurs empêchent ce gouvernement d'aspirants fascistes d'exécuter la moindre de ses décisions faute de personnel pour le faire.

QUI APRÈS LES MIGRANTS, LES FONCTIONNAIRES, LES CHERCHEURS, LES ÉTUDIANTS ?

Trump n'en restera pas aux migrants et aux fonctionnaires. Son administration coupe déjà les budgets du ministère de la Santé et se donne pour objectif de s'attaquer au système d'assurance-maladie mis en place par Obama, au système de retraite, c'est-à-dire à l'ensemble des classes populaires.

CEUX QUI SE TAISENT, CEUX QUI OBÉISSENT

Les réactions ? « Sidération », nous dit-on. Mais ce qui est « sidérant », c'est l'apathie des dirigeants syndicaux de tous les secteurs, le silence des dirigeants démocrates. « Sidérant » aussi de voir les directions des universités accepter les exigences de Trump. À l'exception tout de même, ce 15 avril, de l'université de Harvard qui a refusé de se plier aux injonctions de Trump. Mais il est toujours « sidérant » de voir les responsables des administrations, de la police, de l'armée accepter sans sourciller que leurs gradés de haut rang (dont toutes les femmes à des postes de commandement militaire) soient brutalement limogés. Non pas que nous

Les mobilisations de *Black Lives Matter*, celles autour de l'assassinat de George Floyd, les grèves de l'automobile, de Boeing, chez Starbucks, Amazon, d'autres encore, ont montré que la colère peut exploser à tout moment. Et, fort heureusement, bien des jeunes et des moins jeunes n'ont pas attendu les dirigeants démocrates pour manifester samedi 5 avril dans tout le pays. Pour l'heure, il semble bien que Trump ait cédé aux « marchés », c'est-à-dire aux patrons. Mais le succès des manifestations du 5 avril montre que tout n'est pas perdu. Loin de là. À suivre...

JEAN-JACQUES FRANQUIER • 14/04/2025

ARTICLE COMPLET À LIRE SUR NOTRE SITE

npa-revolutionnaires.org/
face-a-trump-et-ses-sbires-
stand-up-baby-stand-up >>





Révolutionnaires aura 2 ans - déjà ! - le 1^{er} mai prochain. En deux ans, il a eu le temps de faire ses dents, d'apprendre à marcher à un bon rythme (tous les 15 jours) et d'atteindre sa taille adulte (le plus souvent sur 16 pages).

Toutes les semaines, des camarades le vendent sur des marchés, devant des entreprises ou des lieux d'étude et, bien sûr, à toutes les manifs auxquelles nous participons. Avec un certain succès.

Révolutionnaires pourrait très bien continuer à faire son petit bonhomme de chemin comme ça, mais nous avons plus d'ambitions pour lui. À commencer par celle d'augmenter son lectorat. Pour cela, rien de tel que l'abonnement !

S'abonner, c'est la certitude de recevoir son journal préféré (ou presque, on n'est pas jaloux...) à chaque parution. Et si charité bien ordonnée commence par soi-même, rien n'interdit de la partager avec ses proches, ses amis ou ses collègues. Pour ce faire, il est possible de payer aussi bien par chèque (par envoi à la boîte postale du journal), par virement (en demandant le RIB par mail à abonnement@npa-revolutionnaires.org) ou par paiement sécurisé en ligne (npa-revolutionnaires.org/abonnement, QR Code ci-contre). On peut s'abonner pour 6 mois (20 € tarif normal, 25 € tarif de soutien, au moins 10 numéros) ou 1 an (40 € tarif normal, 50 € tarif de soutien, au moins 20 numéros). Vous pouvez aussi opter pour un abonnement numérique. On attend votre obole !



3^e ÉDITION DES RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES

Inscrivez-vous !



DU MONDE À LA FÊTE DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES À LYON !

Samedi 12 avril, plus de 110 personnes sont venues à la deuxième édition de la fête du NPA-Révolutionnaires à Lyon. Les trois ateliers proposés dans l'après-midi et le meeting du début de soirée, avec notre porte-parole Selma Labib, ont été des moments politiquement enrichissants pour un public très jeune. Les présentations sur les luttes de classes en Algérie depuis l'indépendance et sur le sport féminin ont suscité des échanges enrichissants, malheureusement frustrés par les contraintes horaires. Le débat sur la gestion capitaliste des transports a permis à des travailleurs du secteur de confronter leurs expériences et leurs points de vue. On pouvait également lire une exposition sur le partage impérialiste du

monde, ainsi que des planches sur l'intervention des militants du NPA-Révolutionnaires dans les entreprises. L'atelier linogravure a fait recette auprès des petits et des grands, et le karaoké de fin de soirée a trouvé son public. Une fois encore, la convivialité était au rendez-vous, autour d'une part d'un des très nombreux gâteaux ou d'une assiette de chili, con et sin carne. Les participants sont repartis avec l'envie de revenir l'année prochaine, plus nombreux encore !



Un avis à chaud sur notre fête !

Une organisation pensée pour que tous les présents se sentent accueillis et accompagnés : du jardin d'enfants au bar, de l'atelier créatif aux présentations sur des thèmes variés [...], des expositions militantes [...] au karaoké, tout était prévu pour mobiliser les attentions et les énergies.

Mention spéciale aux gâteaux maison, au dîner et à l'équipe « premiers secours » !

HISTOIRE

Il y a cinquante ans : l'affaire de la prison clandestine d'Arenc

L'histoire des centres de rétention administrative (CRA), ces prisons pour migrants, commence dans un lieu discret : un hangar désaffecté du port de Marseille, dans le quartier d'Arenc, en 1963. Au printemps 1975, le traitement infligé par la police à de nombreux travailleurs originaires du Maghreb et d'Afrique subsaharienne était dévoilé, malgré la volonté de l'État à tous ses échelons.

16 AVRIL 1975 : LE SCANDALE ÉCLATE

Entre le 11 et le 20 avril 1975, Mohamed Cherif, un pêcheur marocain, disparut sans laisser de nouvelles après s'être rendu à une convocation au service des étrangers de l'hôtel de police de Marseille. Son avocat s'inquiéta, car son client était en plein conflit juridique avec les autorités consulaires de son pays. Le 16 avril, un hangar sur les quais d'Arenc fut identifié comme étant l'endroit où Mohamed était retenu, entassé avec bien d'autres dans des conditions particulièrement insalubres. À cette époque, l'emprisonnement de migrants était encore officiellement interdit par la loi, ce qui n'avait pas empêché la chambre de commerce et d'industrie de Marseille de vendre le bâtiment au ministère de l'Intérieur pour que les flics puissent exécuter leurs sales besognes. Dans les jours qui suivirent la découverte de cette véritable prison clandestine, des journalistes de plusieurs médias parvinrent à photographier des travailleurs marocains au moment de leur transfert du hangar jusqu'au bateau à destination de leur pays d'origine, ce qui rendit l'affaire encore plus retentissante. Stupeur, les hauts responsables de la police, préfet en tête, savaient qu'ils agissaient en toute illégalité ! Mais on peut bien s'asseoir sur le sacro-saint « État de droit » lorsqu'il s'agit de faire la guerre aux travailleurs immigrés... En tout cas, la solidarité de la population s'exprima. Le 14 juin 1975, mille personnes manifestèrent à Marseille pour demander la fermeture de la prison.

DE 1975 À AUJOURD'HUI, DES LOIS POUR ENFERMER ET EXPULSER LES IMMIGRÉS

Dès la signature des accords d'Évian à la fin de la guerre d'Algérie en 1962, la France chercha à contourner la libre circulation des personnes prévue par ces accords. Car il fallait trier, parmi les étrangers, ceux qui étaient directement utiles pour aller se faire exploiter par le patronat en recherche de main-d'œuvre. Durant ces années où l'immigration était encouragée, les travailleurs immigrés n'étaient pas mieux traités qu'aujourd'hui. Dans les années qui suivirent le scandale, les gouvernements cherchèrent à légaliser cette pratique d'enfermement, en premier lieu le gouvernement Chirac, éclaboussé par cette affaire. En octobre 1981, le socialiste Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur de François Mit-



LA GUERRE COMMERCIALE DE TRUMP :

UNE GUERRE IMPÉRIALISTE POUR RESTAURER L'HÉGÉMONIE AMÉRICAINE

Le 2 avril, en annonçant des droits de douane prohibitifs et généralisés, Trump a lancé une offensive commerciale tous azimuts contre le reste du monde. L'Amérique se fait « arnaquer » par tout le monde, à elle d'arnaquer en premier ! Les dirigeants de la planète ont réagi chacun à leur manière : la Chine en relevant ses propres taxes sur les produits américains, l'Union européenne en menaçant d'une riposte « graduelle » tout en suppliant Trump de négocier, tandis que d'autres ont préféré faire le dos rond. La position incontournable du marché américain permet à Trump de brutaliser sans retenue les autres États et leurs bourgeoisies. C'est l'inquiétude de la bourgeoisie américaine elle-même qui aura imposé une pause à Trump. Une pause partielle, puisqu'une taxe de 10 % s'ajoute toujours aux tarifs antérieurs et que l'escalade se poursuit avec la Chine.

Le coup de force n'a d'autre objectif que de réaffirmer la toute-puissance américaine. Trump et son entourage sont convaincus du déclin américain et

veulent restaurer son hégémonie, derrière le slogan « Make America Great Again ». Quoi de mieux qu'un coup de pied dans la fourmilière pour redessiner le système financier et commercial mondial ? Le pari trumpiste est que les États-Unis survivent mieux au chaos provoqué et repartent de plus belle. Une théorie exposée par son chef économiste, Stephen Miran, dans un Manuel pour la restructuration du système commercial mondial¹. Cette stratégie du choc n'est pas sans précédent. En 1971, Nixon accusait déjà le monde d'arnaquer les États-Unis. Après avoir mis fin à la convertibilité du dollar en or sur lequel reposait le système financier mondial, il avait dévalué le dollar de façon drastique, une manière de renchérir les marchandises importées et de rendre plus compétitives les exportations américaines. En 1979, la Réserve fédérale américaine (Fed) avait infligé un second choc avec une hausse fulgurante des taux d'intérêts, provoquant une vague de faillites et un chômage de masse, permettant d'imposer un recul des salaires

et des conditions de travail, mais aussi une cascade de crises des dettes dans le monde, ouvrant la voie à une nouvelle mainmise impérialiste, au nom de cette dette, sur les richesses des pays du tiers-monde. Ces chocs avaient fini par restaurer les profits et relancer la machine capitaliste. Un rétablissement payé lourdement par les classes ouvrières américaine et mondiale. Le président de la Fed d'alors, Paul Volcker, avait affiché la couleur : « Une désintégration contrôlée de l'économie mondiale est un objectif légitime pour les années quatre-vingt. » Jusqu'où ira Trump dans le chaos ? La bourgeoisie américaine n'a peut-être pas tellement envie de le découvrir. Mais, si l'avenir est incertain pour elle, il l'est encore plus pour les travailleurs qu'elle envoie au front de cette guerre commerciale, et qui auraient tout intérêt à prendre leur propre avenir en main.

MAURICE SPIRZ • 15/04/2025

1. Stephen Miran, *A User's Guide to Restructuring the Global Trading System*, novembre 2024.

LA BOURGEOISIE AMÉRICAINE FACE AU COUP DE POKER DE TRUMP

La volte-face de Trump n'était pas seulement une énième manifestation de son tempérament imprévisible. La mise en œuvre de la politique protectionniste se heurte en effet à de sérieux obstacles, même au sein de la bourgeoisie.

Déjà, tous les secteurs n'y ont pas le même intérêt. Les capitalistes de l'énergie y ont beaucoup à gagner (notamment pour s'imposer sur le marché européen), alors que des secteurs comme l'aéronautique, l'automobile ou l'électronique, qui reposent beaucoup sur la sous-traitance à l'international, y ont davantage à perdre.

Mais c'est l'ensemble de l'économie américaine qui a été prise dans un climat d'incertitude à la suite des mesures de Trump. La vente massive des bons du trésor américains, l'instabilité des cours de bourse ont montré la dépendance de l'économie américaine vis-à-vis du commerce mondial. Plusieurs figures importantes du patronat américain, Jamie Dimon (JP Morgan), Larry Fink (BlackRock), mais aussi son acolyte Elon Musk se sont exprimés publiquement pour critiquer Trump. La chute libre des bourses était à sa façon un signe de défiance envoyé par une partie de la bourgeoisie américaine. Bill Ackman, rallié récemment à Trump, expliquait sur X être en accord avec les tarifs douaniers, mais il estimait que Trump prenait le risque d'« une perturbation majeure de l'économie mondiale qui nuirait aux entreprises ». Ne rien faire empêcherait en effet la bourgeoisie américaine de se maintenir face à la concurrence, mais des tarifs douaniers

trop élevés seraient dangereux pour les affaires. Trump est donc revenu sur une partie de ses mesures, tout en maintenant le cap de la guerre commerciale.

Il est difficile de prédire où cela va mener, Trump lui-même navigant à vue. Une partie des économistes qui l'entourent voient dans les tarifs douaniers une source de revenus pour réduire le déficit et la dépendance aux capitaux étrangers, chinois en particulier, voire pour remplacer l'impôt sur le revenu : une aubaine pour les grandes fortunes, payée par les consommateurs américains.

Après avoir sorti le bazooka, le processus de négociation que Trump a imposé pourrait offrir à la bourgeoisie américaine des tarifs douaniers sur mesure, en ciblant certains pays ou produits. Les smartphones et ordinateurs venant de Chine ont d'ailleurs déjà été exemptés. Trump ne peut pas espérer faire revenir aux États-Unis les usines textiles ou reposant sur une main-d'œuvre peu qualifiée et bon marché, mais il pourrait imposer des tarifs aux produits dit « à haute valeur ajoutée » en concurrence avec les usines implantées aux États-Unis. En tout cas, si les tractations ont commencé avec une cinquantaine de pays, elles auront également lieu avec une partie du patronat américain, qui entend continuer d'exploiter les travailleurs à travers le monde sans entrave.

ROBIN KLIMT • 15/04/2025



Un jeu à somme nulle ?

L'escalade tarifaire avec la Chine amène les économistes à considérer la guerre commerciale comme un « jeu à somme nulle », voire où tout le monde perdrait. Pourtant, l'augmentation des prix pèsera en premier lieu sur les ménages les plus pauvres. Une étude de l'Université de Yale estime que cette politique coûterait entre 1 600 et 2 000 dollars par an aux ménages américains. Et ces hausses se répercuteront sur tous les produits. En effet, la mondialisation est telle qu'aucun pays ne produit en autarcie, tous se fournissent en matières premières et composants sur les marchés mondiaux. Certains composants traversent même plusieurs fois la frontière. Une robe produite en Chine et vendue 25 dollars pourrait coûter jusqu'à quatre fois plus avec les nouveaux tarifs. Et si les États-Unis voulaient relancer la production textile sans pâtir de leurs propres droits de douane, ils devraient rapatrier toutes les étapes de la production, du tissage à la couture, tout en imposant des salaires au rabais.

Des secteurs plus mécanisés, où la main-d'œuvre représente une plus faible part du

prix de production, pourraient être plus sensibles aux droits de douane. Les patrons feront leurs calculs - si les soubresauts de Trump le leur permettent ! Les industriels savent aussi dégager des profits de l'exploitation des travailleurs des métropoles impérialistes et y trouvent parfois un avantage (meilleures infrastructures, main-d'œuvre plus qualifiée, subventions, etc.). En France, ces dix dernières années, il s'est créé plus d'usines qu'il n'en a fermé... mais dans les secteurs les plus automatisés, avec beaucoup de profits et peu d'emplois. Quant à simplement déplacer les usines d'un côté à l'autre des frontières, cela peut flatter certains ego chauvins, mais la classe ouvrière dans son ensemble n'y gagne rien.

À ce jeu, la seule somme nulle risque d'être en bas des relevés bancaires des classes populaires. À moins que les travailleurs n'imposent des hausses de salaire « réciproques » !

EMMA MARTIN • 15/04/2025

Protectionnisme et libre-échange : deux faces d'une même politique

Comme ses prédécesseurs, Trump prétend défendre les intérêts de la population américaine. Mais le protectionnisme n'a jamais protégé les travailleurs ! Les tenants du capitalisme dans un seul pays « oublient » qu'une partie importante des investissements dans le secteur manufacturier - autour de 40 % aux États-Unis - provient de l'étranger. Si l'économie américaine se coupait de ces ressources, quid de tous ceux qui perdraient alors leur travail ?

Le protectionnisme n'a jamais protégé les travailleurs !

Nombre d'États capitalistes naissants ont eu recours au protectionnisme pour faire émerger une bourgeoisie nationale, en lui réservant son marché intérieur et ses infrastructures à l'abri des concurrents internationaux. Un protectionnisme étendu, du côté des grandes puissances, aux zones qu'elles contrôlaient face aux puissances concurrentes. Car protectionnisme et pillage des voisins vont souvent de pair. Alors même que Trump s'annonce plus protectionniste que jamais, il cherche d'ailleurs à faire main basse sur les minéraux rares en Ukraine. Protéger ses frontières en pillant les richesses ailleurs : tout un (vieux) programme !

MARINA KUNÉ ET EDOUARD MCBAYNE

• 14/04/2025

Lorsqu'il s'est agi d'élargir son marché et d'exploiter une main-d'œuvre à bas prix, le libre-échange a constitué un des piliers de la politique des grandes puissances occidentales depuis les années 1980. À ce moment-là, plus question de frontières... sauf pour les travailleurs ! C'est au nom de la mondialisation capitaliste que les services publics ont été massivement privatisés à travers le monde et que les droits des travailleurs ont été largement démantelés. Les États-Unis ont été le principal artisan, avec l'Union européenne, de cette mondialisation en imposant, par l'intermédiaire du Fonds monétaire international, l'ouverture des frontières à ses marchandises et capitaux aux pays pauvres, pris à la gorge par la dette.

S'il marque un tournant par son outrance, le protectionnisme de Trump n'est pourtant pas une première. Dans un passé pas si lointain, plusieurs pays européens tentaient d'imposer diverses restrictions tantôt aux magnétoscopes japonais, par des procédures arbitraires coûteuses, tantôt au textile chinois, à l'aide de quotas. Les barrières douanières trumpistes ont d'ailleurs de fortes chances de se muer, elles aussi, en nouveaux accords de libre-échange... plus favorables aux capitalistes américains.

RÉCIPROQUES COMME LE MARTEAU ET SON CLOU

C'est en victime que Trump a asséné ses droits de douane prohibitifs, jurant d'appliquer des droits « réciproques » pour protéger la pauvre Amérique des pillards du monde entier. En réalité, ils n'ont rien à voir avec les taux appliqués à l'encontre des États-Unis. Issu d'un calcul loufoque à partir du déficit commercial, il s'agirait, selon l'administration Trump, du taux nécessaire pour rétablir l'équilibre commercial avec chaque pays !



C'est ainsi que le Lesotho, loin d'être une menace pour le capital américain, se retrouve le plus taxé, à 50 %. En raison de la pauvreté de sa population, et à la faveur d'une loi adoptée en 2000 aux États-Unis « sur la croissance et les possibilités économiques » en Afrique, exonérant de droits de douane les marchandises en provenance du pays, le Lesotho a vu s'installer des entreprises textiles chinoises, taiwanaises ou bangladaises en quête de main-d'œuvre toujours moins chère,

pour servir les grandes marques américaines (Levi's, Timberland, Calvin Klein, Walmart, etc.). Les exportations vers les États-Unis ont bondi. Quant à acheter « réciproquement » des marchandises américaines, les salaires locaux sont loin de le permettre !

LES PAYS PAUVRES MIS EN CONCURRENCE

Il n'y a aucune chance que les tarifs douaniers fassent revenir la production textile aux États-Unis, sans d'abord casser les salaires. Tant que la main-d'œuvre est payée dix fois moins au Bangladesh, au Lesotho ou au Vietnam, les grandes marques américaines continueront d'y produire les marchandises dont elles arrosent le monde.

S'ils étaient appliqués, les droits de douane inégaux imaginés Trump pourraient cependant provoquer une vaste réorganisation entre pays émergents. Le gouvernement indien s'est ainsi frotté les mains en découvrant son taux de 26 %, nettement inférieur à ceux imposés aux pays de l'Asie du Sud-Est. De même pour le Kenya, qui se verrait bien prendre la place du Bangladesh ou du Sri Lanka. Une optimisation fiscale pour les importateurs américains qui se ferait sur le dos des travailleurs du monde entier.

MS • 15/04/2025

Souveraineté nationale ou indépendance de classe ?

« Opposer des droits de douane européens aux droits de douane fixés par le président américain est inefficace. » (Jean-Luc Mélenchon, le 8 avril) « La hausse massive des tarifs douaniers pourrait entraîner une hausse importante des prix à la consommation. » (sur le site de la CGT, le 20 janvier) La gauche qui, depuis plus de dix ans, a fait du protectionnisme sa boussole économique, serait-elle désorientée par la politique douanière de Trump ?

Difficile pour elle de s'en distinguer sans se renier complètement. C'est donc l'heure des nuances : le protectionnisme de Trump est « barbare et sauvage » (Manuel Bompard), celui de la gauche serait « solidaire ». Comme il y a le bon et le mauvais chasseur, il y a le bon et le mauvais protectionnisme. Pas question pour Mélenchon de taxer les produits à l'aveugle, il faut taxer les profits des géants américains de la tech... Mais, au bout du compte, c'est toujours sur les prix de vente que risquent de se reporter ces impôts supplémentaires !

Si la gauche est gênée, c'est que les illusions pourraient se dissiper. Trump, milliardaire d'extrême droite, gouverne pour le capital américain. Son protectionnisme cherche à défendre le patronat de son pays

dans la concurrence internationale. Un protectionnisme, même « de gauche », même de ce côté-ci de l'Atlantique, n'aurait pas d'autre fonction, et les travailleurs n'auraient rien à y gagner. Combien de subventions publiques et de sacrifices sociaux faudra-t-il par exemple consentir pour faire accepter aux patrons français la fameuse réindustrialisation ?

Même français, les patrons restent des patrons [...] Partis et syndicats tentent de nous convaincre du contraire.

Même français, les patrons restent des patrons, ils ne comprennent que la lutte des classes. Partis et syndicats tentent de nous convaincre du contraire, et de les convaincre qu'une gauche responsable serait un atout. « Le patriotisme économique, c'est nous qui le portons », a ainsi déclaré Sophie Binet avant de se porter candidate à une hypothétique « cellule de crise » tripartite pour riposter aux annonces de Trump. Ce sera sans nous !

BASTIEN THOMAS • 15/04/2025

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-NOUS »

Face aux plans de licenciement et aux bas salaires, la solution ne peut venir d'un repli national, qui lie la classe ouvrière à son exploitateur direct. Les travailleurs ont plus à gagner à se solidariser des luttes de leurs collègues à l'étranger. Les nombreuses grèves en Chine ont permis d'augmenter les salaires des ouvriers d'industrie, qui dépassent aujourd'hui ceux d'Europe de l'Est ou du Mexique. Celles dans l'automobile ou chez Boeing aux États-Unis ont plus apporté pour le pouvoir d'achat des travailleurs américains que n'importe quelle « protection » tarifaire.

L'ouverture d'usines dans de nouvelles régions du monde est une bonne chose. Pas parce qu'elle permet à toute l'humanité de partager les « joies » de l'exploitation, mais parce qu'elle accroît la puissance numérique de la classe ouvrière, et donc sa capacité à renverser le capitalisme. Qu'ils ouvrent ou ferment

les frontières aux marchandises et capitaux, les capitalistes cherchent à mettre les travailleurs en concurrence les uns avec les autres. Seul un contrôle démocratique des usines par les travailleurs eux-mêmes permettra de choisir la localisation des usines en fonction des besoins, en partageant le travail entre tous, et non pour le profit maximum.

MS • 15/04/2025



CONGRÈS DE TOURS IL Y A 105 ANS. CE QUE LA GAUCHE POLITIQUE ET SYNDICALE, DE SOPHIE BINET À JEAN-LUC MÉLENCHON ONT OUBLIÉ

Seul un contrôle démocratique des usines par les travailleurs eux-mêmes permettra de choisir la localisation des usines en fonction des besoins.

AUTOMOBILE

BARRIÈRES DOUANIÈRES, BRUME ÉLECTRIQUE ET OMBRES CHINOISES

Taxer à 25 % les véhicules importés aux États-Unis : de quoi favoriser les constructeurs américains qui produisent, ou du moins assemblent, sur le territoire national, comme Ford (80 %) ou Tesla (100 %) ? Mais, si les États-Unis importent 8 millions de voitures par an (la moitié de ce qui y est acheté), 35 % à 60 % des pièces détachées sont aussi fabriquées à l'étranger, notamment au Canada et au Mexique.

UNE HAUSSE DES PRIX QUI PÈSERA SUR LE CLIENT... ET LE TRAVAILLEUR

En soutien à Trump, le syndicat des travailleurs de l'automobile UAW applaudit la guerre douanière : « *Le début de la fin du désastre du libre-échange* », « *Une victoire pour les travailleurs* ». Pourtant, si les hausses de prix sont répercutées en totalité sur les clients, leur voiture sera jusqu'à 10 000 dollars plus chère. Un constructeur comme Toyota annonce qu'il fera peser les coûts supplémentaires sur les sous-traitants, et ces derniers sur leurs ouvriers : « *Ce surcoût, nous allons le répercuter à 100 %, car nous n'avons pas d'autre choix* », confirme le patron de Valeo. Quant à la création d'emplois, quand Trump s'était opposé à l'ouverture d'une usine Ford au Mexique en 2016, en échange de subventions, Ford les avait empochées : 7 000 emplois annulés au Mexique, pas un seul créé aux États-Unis.

DE L'ÉLECTRICITÉ DANS L'AIR

Trump mène la guerre à tous ses concurrents étrangers, y compris et surtout l'Union européenne et le Japon, seuls vrais rivaux sur un marché international saturé. Mais la presse patronale continue à pointer la Chine.

La véritable concurrence avec la Chine est en réalité... sur le marché chinois ! En 2024, 26 millions de voitures y ont été vendues, autant que les États-Unis et l'Europe réunis. Il est le seul en expansion : les ventes y ont progressé de 17 % entre 2022 et 2024. Ailleurs, la « menace chinoise » est - pour le moment - très relative. En 2023, les exportations chinoises s'élevaient à 4,4 millions de véhicules (de marques occidentales, japonaises, coréennes ou chinoises), soit 5 % du marché seulement, loin du tsunami décrété par certains pour justifier licenciements massifs et course aux subventions.

La véritable crainte des constructeurs occidentaux concerne l'électrique, et donc l'avenir promis au secteur : avec 70 % des réserves mondiales de terres et métaux rares, 90 % de l' extraction, des technologies plus performantes dans le domaine et la fin prévue du moteur thermique en Europe, la Chine a elle aussi les moyens d'une politique offensive... à laquelle les pays occidentaux répondent par des taxes douanières et autres normes anticoncurrentielles.

RIPOSTE PROTECTIONNISTE EN EUROPE : PUNIR LES OUVRIERS DE TOUS LES PAYS !

L'Union européenne, qui a exporté 880 000 voitures aux États-Unis en 2024, voit ses constructeurs menacés... surtout par Trump, bien plus que par la Chine. En premier lieu, Volkswagen, le constructeur européen qui vend le plus de voitures aux États-Unis, dont 39 % sont fabriquées en Allemagne et 40 % au Canada ou au Mexique. De son côté, Stellantis, dont la majorité des voitures vendues aux États-Unis y sont produites, mais dont 37 % sont construites au Mexique ou au Canada, a réagi aux annonces de Trump en fermant temporairement deux usines - Jeep au Mexique et Chrysler au Canada - avec 1 000 salariés aux États-Unis laissés sur le carreau. Les premières conséquences du protectionnisme américain sont donc des emplois supprimés... aux États-Unis.

Merci Trump !

LÉO BASERLI • 14/04/2025

Aéronautique bordelaise : les patrons volent en groupe



1 500 travailleurs de différentes entreprises de l'aéronautique et de la défense, donneurs d'ordre et sous-traitance, manifestaient jeudi 10 avril à Mérignac près de Bordeaux pour des augmentations de salaire. Arianegroup, Dassault, Airbus, Safran, CGI et Akkodis étaient représentés.

Les NAO dans plusieurs boîtes du secteur témoignent d'une volonté de maintenir au plus bas les salaires : augmentation générale à 1,5 % pour les plus bas salaires ouvriers chez Thales et 1,35 % d'augmentations individuelles pour les plus bas salaires chez les cadres ; 0,9 % signées chez Airbus et proposées chez Dassault, auxquelles s'ajoutent des tentatives de la

direction de renégocier à la baisse la participation et l'intéressement. Des propositions d'autant plus indécentes que les carnets de commande sont remplis et les profits faramineux. Les salariés de Thales, en lutte depuis quatorze semaines, ont invité des délégations qui sont venues à cette manifestation. Face à un mépris unanime de toutes les directions, les travailleurs ont bien raison de répondre par la lutte collective.

Nos patrons sont tous d'accord pour nous faire la guerre, on a tout intérêt à y répondre ensemble, sans s'enfermer dans la lutte boîte par boîte.

CORRESPONDANTS • 15/04/2025

BOSCH-MONDEVILLE (CALVADOS)

Cinquième semaine de bras de fer

La seule entrée de l'usine accessible aux camions a des allures de petit fortin en cette cinquième semaine de lutte chez Bosch-Mondeville. Des chariots, qui d'habitude serpentent dans l'usine pleins de pièces, sont disposés en cercle, enrubannés dans de la cellophane pour couper le vent encore frais qui balaie la plaine. D'autres sont aménagés avec toits et chaises pour servir d'abris. À voir la montagne de palettes sur la pelouse, témoin de la solidarité reçue de l'extérieur, le brasero du piquet peut brûler encore longtemps.



Il brûle déjà depuis plus de quatre semaines. La fermeture annoncée de longue date pour juin 2026 se rapproche. À la moitié la plus âgée des 400 salariés, la direction propose une préretraite indemnisée à 80 % du salaire au mieux, et seulement 61 % pour certains. Pour les 200 autres, ce sera un chèque minable et un « congé de reclassement ». Pour quel boulot ? Mystère. La première usine Bosch est à Moulins, dans l'Allier, autant dire sur Mars. Et si les salariés, spécialisés dans l'équipement auto, ont fait de tout ces dernières années pour sauver leur usine, même des enceintes Delianey, on voit mal quelles boîtes du coin pourraient les embaucher... tous.

Fort de leur semaine de grève de l'an passé, qui avait empêché la reprise par le fonds requin Mutares,

les travailleurs de Bosch sont repartis au combat. Depuis lundi 17 mars, rien n'entre ni ne sort de l'usine. Le patron n'a certes pas fait venir les flics pour dégager le piquet, mais des huissiers rodent tous les jours. Et depuis deux semaines, les salariés ont ordre de rester chez eux. Celui qui pointe le bout de son nez à l'usine sur son temps de travail risque d'être compété... comme gréviste ! Qu'à cela ne tienne, un « paper-board » installé sur le piquet organise des tours de garde en contre-équipe : les salariés en lutte se relaient nuit et jour en prenant bien soin d'aller passer leur journée de travail à la maison.

Mardi 15 avril, la direction doit abattre sa dernière carte. Elle est attendue de pied ferme.

CORRESPONDANT • 15/04/2025

Interview

Lubrizol : les grévistes étaient prêts pour tenir des semaines, pas les patrons...

À Lubrizol, usine de production d'huiles et d'additifs carburants située à Rouen (76), les travailleurs se sont mis en grève pendant une semaine pour refuser un PSE supprimant 169 postes sur 374. Nous avons interviewé un des grévistes, Thomas, opérateur (conducteur d'appareils chimiques) depuis huit ans et représentant de la section syndicale CGT.



Quelles sont les raisons qui vous ont poussés à vous mettre en grève ?

Malgré les 60 millions de bénéfices cette année, la direction a voulu réduire les effectifs de 175 postes sur les deux sites de Rouen et du Havre. Pour la prime supra-légale, c'était inconcevable pour un gars qui a fait 20 ans de quarts de toucher juste 6 000 euros. Suite aux premières réunions [sur le PSE] il y a eu une grève illimitée suivie par l'ensemble des salariés, la production, logistique, bureaux...

Pour tenir un maximum de temps, on a décidé de mettre en place une cagnotte. La stratégie, c'était de faire tenir la grève par ceux qui perdaient le moins, donc avec les gars de production, grâce à la réquisition, avec le soutien des gens qui ne pouvaient pas se mettre en grève tous les jours.

Les gens, ils étaient totalement dégoûtés d'avoir tant donné et que maintenant on leur crache dessus en leur disant « 6 000 euros ». Il faut savoir qu'après l'incendie [de 2019], il y a eu beaucoup d'efforts de faits de la part de tous les salariés.

Comment les patrons ont-ils réagi ?

Ils ont eu un mépris total vis-à-vis de nous quand on s'est foutus en grève. Puis après, ils ont eu la pression, aussi des clients. On a réussi à obtenir 63 postes de maintenus et une prime supra-légale de 100 000 euros pour tout le monde, sans condition d'ancienneté. Pour ma part je pense qu'on aurait peut-être pu encore sauver un peu plus de postes surtout que c'est des postes qui seront sous-traités.

PROPOS RECUEILLIS PAR AMAUG

L'interview complète sur notre site



LA POSTE La mobilisation pour la relaxe et la réintégration de Gaël et Yann s'organise

La Poste ne supporte pas que Gaël Quirante et Yann Le Merrer soient représentants syndicaux et maintiennent une intervention en direction des postiers et postières alors que Yann a été révoqué en 2015 pour des prises de parole dans le cadre d'une grève, et que Gaël a été licencié sur la base d'une décision discriminatoire prise par la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, en 2018.

Cette dernière a ainsi lancé des poursuites pénales pour « violation de domicile professionnel » dans le cadre de la grève de 174 jours en 2014, menée dans les Hauts-de-Seine par les postiers de Rueil puis Courbevoie, la Garenne-Colombes et Gennevilliers pour obtenir la titularisation de collègues précaires et contre des plans de suppressions d'emplois. Face à une entreprise qui refusait toute négociation pendant de longues semaines, le lien avec la mobilisation des intermittents et précaires a été décisif pour arracher la CDIisation des précaires et repousser les réorganisations de plusieurs années.

Deux visites de délégations de grévistes au siège social avaient permis d'obtenir une première rencontre avec la direction. Des visites que la direction essaie de faire passer plus de dix ans plus tard pour des « violations

de domicile professionnel », en montant un dossier de toutes pièces accusant Gaël et Yann de « violences » et « dégradations » imaginaires : ils risquent trois ans de prison et 75 000 euros d'amende pour avoir simplement fait grève et s'être rendu au siège de leur entreprise ! Une réunion a regroupé le 8 avril un nombre significatif de syndicats, d'organisations politiques et d'organisations de jeunesse. Elle a fixé le cap d'un grand rassemblement le 12 juin à l'occasion du procès de Gaël et Yann, qui seront accompagnés de trois autres postiers également accusés. Pour exiger la relaxe, populariser la nécessité de regrouper les bagarres contre la répression et défendre la réintégration de Gaël et Yann : rassemblement le 12 juin à midi devant le tribunal de Paris (porte de Clichy).

CORRESPONDANT • 15/04/2025

LA POSTE

Antony-Châtenay : regrouper les luttes !

Face à un plan imposé à la va-vite de suppression de 40 % des tournées et à la fermeture du site de Châtenay-Malabry, les facteurs et factrices d'Antony ont fait grève de manière très majoritaire à deux reprises les 26 février et 12 mars, avant la mise en œuvre de la restructuration. L'objectif : demander un report et obliger la direction à renégocier le projet. Mais la majorité des syndicats refuse de soutenir leur demande d'une expertise, qui aurait obligé l'entreprise à temporiser.

Les facteurs et factrices ont donc décidé de déclarer un danger grave et imminent le jour de la mise en place de la réorganisation, le 25 mars dernier. Leur droit de retrait est reconnu ce jour-là... mais le lendemain la direction leur intime l'ordre de se disperser ! En réplique, les collègues se déclarent grévistes pendant une semaine.

Constatant qu'à une trentaine de grévistes d'un seul site, le rapport de force était insuffisant pour faire reculer l'entreprise, les collègues ont repris le travail le 2 avril. Leurs nouvelles tentatives de soumettre une expertise au CSE se heurtent à la collusion d'une majorité des syndicats avec la direction, malgré trois accidents du travail provoqués par la réorganisation, des « pétages de plomb » face à une charge de travail insupportable et à la pression des chefs.

Les collègues ont fait à nouveau grève le jeudi 11 avril, et ont discuté en assemblée générale de s'adresser aux autres bureaux de poste, qui vont tôt ou tard passer à la moulinette, avec l'objectif de se réunir et de discuter d'un plan commun de mobilisation. Regrouper les forces d'un maximum de centres en vue d'une grève contre les suppressions d'emplois et pour l'augmentation des salaires, c'est la voie vers la victoire !

CORRESPONDANT • 15/04/2025

LYON

LA SNCF SE BLINDE... CONTRE LES CHEMINOTS !

Sur le triage de Sibelin, dans la banlieue sud de Lyon, la direction de la SNCF a transformé un des postes d'aiguillage en bunker. Tout est pensé pour que les aiguilleurs ne croisent plus leurs collègues n'ayant pas les mêmes métiers, en particulier ceux qui travaillent pour les différentes entreprises de fret ferroviaire.

Par endroits, la direction est allée jusqu'à installer cloisons et portes blindées. Pourtant, c'est bien l'ensemble des travailleurs du site, quel que soit l'employeur, qui permet aux trains de rouler 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 ! Certains aiguilleurs laissent les portes ouvertes pour manifester leur opposition. Mais gare aux têtes brûlées : quand les chefs passent, ils s'empressent de tout refermer et s'en vont gronder les agents rebelles !

Ce dispositif ridicule matérialise la politique que mène le patronat du transport dans tous les secteurs : diviser les travailleurs en entreprises soi-disant concurrentes et leur faire croire qu'ils seraient opposés, car ils dépendent d'employeurs différents. Mais, quand on voit l'énergie que nos chefs dépendent pour empêcher les contacts, ça nous donne envie de nous réunir plus souvent... dans la lutte !

CORRESPONDANT • 15/04/2025



RATP

SOUVERAINISME FRANÇAIS OU UNITÉ DES TRAVAILLEURS, IL FAUT CHOISIR !



RASSEMBLEMENT DU 10 AVRIL

L'attribution des lots de la RATP est une façon de justifier les attaques de la direction depuis plusieurs années, c'était déjà le prétexte pris par Castex pour embaucher à 300 euros de moins les nouveaux à partir du 1^{er} janvier 2023. Les attaques contre les conditions de travail ne sont pas moins grandes dans les ateliers ou chez les conducteurs du métro, dont les salaires n'ont pas augmenté, contrairement aux cadences et à la multiplication des tâches, alors que « l'ouverture à la concurrence » n'est prévue que dans une dizaine d'années.

Pourtant, la petite musique du patriotisme résonne bien : les partis de gauche, sous couvert d'être dans l'opposition à la présidente de la région, jurent qu'eux s'y opposeraient (même si, dans des villes de gauche, l'ouverture à la concurrence a été réalisée...). Même son de cloche de la part du syndicat CGT (les autres, c'est silence radio) qui s'est fendu d'un tract dénonçant la reprise par une filiale italienne d'un lot, avec des visuels de... pizzas et Valérie Pécresse en pizzaiola ! Un patron qui mange du bœuf bourguignon serait plus doux avec les travailleurs ?

La RATP, via ses filiales, est une multinationale comme les autres : elle prend des marchés là où il y a de l'argent à se faire, comme à Rome justement où elle vient de remporter l'exploitation du réseau nord-ouest pour les trois prochaines années.

Les patrons veulent nous diviser : la RATP a les mêmes objectifs que les autres, même si elle parle français. Peu importe le logo sur nos vestes, ce qui compte ce sont nos intérêts de travailleurs. Et nous avons pu exprimer cette volonté de nous battre ensemble lors de la grève de jeudi 10 avril contre le découpage, où il y a eu plus de 300 grévistes à Flandres et des dizaines dans d'autres dépôts. Il faut construire la suite en mettant en avant nos revendications communes !

CORRESPONDANTS • 15/04/2025

RASSEMBLEMENT À STMICROELECTRONICS CROLLES (ISÈRE), CONTRE LES ATTAQUES GÉNOCIDAIRES À GAZA !

Un rassemblement et une grève coorganisés par la CGT et Urgence Palestine a eu lieu jeudi 10 avril. Ce rassemblement dénonçait la complicité de l'entreprise dans le génocide palestinien. Celle-ci est notamment partenaire d'Israël Aerospace Industries, constructeur public d'avions militaires et de systèmes de missiles, et de HandsOn Training, client du marchand de canon Rafael.

Ce rassemblement montre qu'une partie des salariés de ST refuse de participer à l'armement de l'armée génocidaire d'Israël. Une mobilisation qui attire les projecteurs sur les complicités des grands groupes et des gouvernements. Cette opposition à la politique patronale est d'autant plus importante que, le jour même du rassemblement, la direction de STMicro a confirmé officiellement son plan de 2 800 licenciements sur ses sites franco-italiens.

AUTOMOBILE

Deux débrayages victorieux à Stellantis Mulhouse

Mercredi 2 avril, au secteur ferrage lors de l'équipe de l'après-midi, 25 salariés ont débrayé pour réclamer des effectifs supplémentaires, soutenus par la CGT et la CFDT. De mémoire de ferreurs, on n'avait jamais connu de conditions de travail aussi insupportables. En janvier déjà, quelques salariés avaient débrayé pour les mêmes raisons. Les travailleurs se sont réunis, ont décidé collectivement et ont rencontré la direction tous ensemble pour défendre poste par poste leurs revendications. Le ferrage était bloqué, entraînant un manque de caisses pour l'ensemble des usines terminales. La mobilisation de ce mercredi a obligé le patron à embaucher huit salariés intérimaires supplémentaires.

Ces deux débrayages ont donné la pêche à tous, et des idées et des envies dans d'autres ateliers du site.

La direction pensait en avoir fini avec les grévistes, quand le lendemain, l'équipe du matin a débrayé à son tour, bloquant la production à plus de trente grévistes. Après concertation et décision, ils sont allés voir tous ensemble la direction à leur tour et ont obtenu en quelques heures treize embauches d'intérimaires supplémentaires. Vingt-et-un postes de plus sur les deux tournées ! Tous ces postes créés sous la pression de la grève sont provisoires et ne devraient être maintenus que jusqu'à fin mai. Reste que ces deux débrayages ont donné la pêche à tous, et des idées et des envies dans d'autres ateliers du site.

CORRESPONDANT • 15/04/2025



CORRESPONDANTS • 15/04/2025



Stellantis Poissy : les grévistes unis pour exiger des garanties !

Mardi 15 avril, 120 ouvriers ont débrayé le matin et 55 l'après-midi. Venant des différents bâtiments de l'usine, mêlant salariés Stellantis et sous-traitants du site (Forvia, Derichebourg, GSF), les grévistes ont parcouru en cortège le montage, cœur de l'usine.

Les grévistes se sont réunis en assemblée générale et ont notamment voté la création d'un comité de mobilisation, avec des non syndiqués et des syndiqués. Puisque les directeurs refusaient de descendre à l'atelier, les grévistes sont montés dans leurs bureaux remettre la pétition exigeant des garanties par rapport à la fin définitive de la production automobile sur site en 2027 (refus de la fermeture, préretraite, reclassement interne et externe au groupe, formation, indemnités de licenciement...). Méprisant, le chef du personnel n'a pas voulu les voir et s'est enfermé dans son bureau : la réalité du « dialogue social » vanté par la direction.



Aucune annonce officielle de fermeture ou d'arrêt total de la production n'a été faite, mais les salariés constatent que la direction accélère la mort du site : l'Opel Mokka, produite actuellement, s'arrêtera en 2027, aucune production n'est prévue ensuite. La direction met la pression depuis des mois pour que les salariés partent, les effectifs fondent, le personnel qualifié n'est pas remplacé, les chefs démissionnent, aucun investissement, les installations vieillissent, la moyenne d'âge des 2 500 salariés restants est de 52,8 ans...

Ces deux débrayages sont minoritaires, mais ils ont d'autant plus de mérite que la direction maintient la peur et l'incertitude : les travailleurs ont du mal à prendre conscience de leur force. Ces derniers jours, les sanctions disciplinaires et le flicage se sont multipliés, les nombreux syndicats proches du patron ont eux aussi mouillé le maillot pour intimider.

Malgré cela, depuis des semaines, des travailleurs en colère, soutenus par le syndicat SUD, se sont réunis par petits groupes pendant les pauses pour préparer le succès de la pétition et du débrayage (une idée des caristes du montage). La semaine précédente, 300 salariés s'étaient rassemblés aux pauses. Pour eux, ce n'est qu'une première étape de la mobilisation.

Le but de ces débrayages était d'afficher clairement aux yeux de tous les salariés qu'il existe un groupe de travailleurs qui ne croient pas aux salades de la direction et de ses syndicats. Un groupe déterminé à ne pas se laisser mettre à la porte en 2027, ou avant avec des miettes. Déterminé aussi à s'adresser aux autres ouvriers de l'usine, et au-delà à tous les travailleurs menacés par les licenciements. Les grévistes ont voulu aussi affirmer que les futures luttes doivent être dirigées par les grévistes eux-mêmes, avec le soutien des syndicalistes sincères, mais indépendamment de tous les syndicats. Ce n'est que le début...

CORRESPONDANT • 15/04/2025

L'électricité, un besoin incontournable soumis aux intérêts capitalistes

Le 21 mars dernier, Macron limogeait le PDG d'EDF, Luc Rémont. La veille, sur le plateau de BFM Business, le patron de Saint-Gobain avait qualifié de « bras d'honneur à l'industrie française » l'idée d'enchères sur de futurs contrats de fourniture d'électricité. L'épisode éclaire crûment les relations, d'ordinaire discrètes, entre EDF, ses gros clients industriels et son actionnaire aujourd'hui unique, l'État français.



Tout le monde a encore en tête la flambée des prix de l'énergie de l'hiver 2022-2023, avec des prix de gros multipliés par presque dix, même si le tarif réglementé de vente d'électricité, fixé par l'État, a un peu limité la casse pour une partie importante des consommateurs.

Il est bien difficile de s'y retrouver dans le mécanisme de fixation des prix, pourtant aujourd'hui d'une brûlante actualité.

2025 verra en effet la fin de la régulation actuelle du marché français de l'électricité, négociée il y a une quinzaine d'années entre l'État français et l'Union européenne. Car si EDF, exportateur d'électricité, profitait de l'ouverture du marché européen au tournant des années 2000, l'État rechignait à ouvrir le marché français à la concurrence. Le bras de fer avec l'Europe a conduit à imposer à EDF de vendre une part de sa production à des fournisseurs dits alternatifs, à un prix basé sur les faibles coûts du nucléaire. Une électricité revendue plus cher, à des particuliers en dessous du tarif réglementé, ou à des industriels sous les prix des marchés de gros (ces prix de gros sont aujourd'hui élevés, car ils dépendent en partie de ceux du gaz). L'État a ainsi fait le choix d'un dispositif coûteux pour EDF, au profit de concurrents dont la plupart, TotalEnergies et Engie mis à part, n'ont aucune production. Au profit aussi de leurs clients, parmi lesquels les industriels gros consommateurs d'électricité (chimie, sidérurgie, etc.).

Alors que le mécanisme expire en fin d'année, les négociations tarifaires étaient au point mort en mars. En annonçant l'ouverture d'enchères européennes sur les nouveaux contrats d'approvisionnement, EDF a déclenché un touchant élan de patriotisme économique : les industriels ont réclamé le soutien de l'État... qui leur a offert la tête du PDG.

Depuis, les tractations commerciales sont retournées dans l'ombre. Reste une certitude : si l'État demande à EDF de faire un effort envers ses gros clients industriels, il n'hésitera pas à faire payer plus cher l'électricité aux particuliers, pour financer l'entretien des infrastructures et la relance du programme nucléaire voulue par Macron.

MARC PERAM • 15/04/2025



ARTICLE COMPLET À LIRE SUR NOTRE SITE

npa-revolutionnaires.org/electricite-un-besoin-incontournable-soumis-aux-interets-capitaliste >>



Politiques criminelles à l'hôpital

Une plainte pour « harcèlement moral, homicides involontaires et violences volontaires ayant entraîné la mort sans l'intention de la donner » visant les ministres de l'Éducation et de la Santé vient d'être déposée. Elle fait suite à une succession de suicides de professionnels de la santé. Veufs et veuves dénoncent l'oppression au travail, le sentiment de ne pouvoir faire son travail, de n'être soutenu par personne dans la hiérarchie, sur fond de manque de moyens. Beaucoup pointent directement le comportement des directions. Le ministère de la Santé annonçait lui-même en 2023 que plus d'un tiers du personnel de santé avait vécu un burn-out (une proportion qui atteint 7 % dans la population). Cette même année, l'AP-HP était condamnée pour harcèlement moral après le suicide d'un médecin. Ces plaintes mettent en lumière que les politiques d'austérité dans la santé publique sont criminelles, non seulement pour les patients qui n'ont pas accès aux soins mais même pour les hospitaliers !

EMMA MARTIN • 15/04/2025

Participez à la souscription !



Grève à l'Alhambra (Grenade) : « pour que personne ne soit laissé pour compte » !

À l'Alhambra, second monument de l'État espagnol en termes de visites (8 500 entrées par jour), un mouvement social est en cours contre des licenciements. Nous avons discuté avec Carmina, représentante du syndicat CSTA qui anime la lutte des travailleurs pour leur réintégration.

Peux-tu nous expliquer la raison de ces mobilisations ?

Depuis des années, nous sommes en lutte contre des contrats frauduleux. La région emploie abusivement des travailleurs précaires. Nous avons obtenu au tribunal une décision qui oblige la direction à les intégrer. L'Alhambra a donc ouvert ces postes... mais n'a pas titularisé le personnel précaire qui les occupait depuis des années. Et trente d'entre eux se sont retrouvés sans emploi. Sous couvert de « déprécarisation », des agents qui ont travaillé plus de vingt ans à l'Alhambra ont été mis dehors !

Quelle est la revendication des travailleurs ?

Nous luttons pour qu'ils retrouvent un contrat, et pour que personne ne soit laissé pour compte. Surtout qu'il manque du personnel : l'Alhambra est ouverte sept jours sur sept, et il faut être très nombreux pour faire face aux besoins.

Combien de travailleurs sont concernés ?

Une trentaine en tout.

Quelle a été la réponse des syndicats ?

Il y a cinq syndicats qui siègent au comité d'entreprise (CE). Mais la plupart ne sont pas combatifs et achètent les travailleurs. Les assemblées syndicales ne sont pas participatives mais informatives.

Quand nous [le CSTA] avons proposé de combattre les licenciements en assemblée de travailleurs et travailleuses, les Comisiones obreras ont quitté la salle en disant que c'était trop tard et qu'ils étaient déjà virés. L'UGT est restée mais pour dire que rien n'était possible.

La CGT et le CSIF se sont déclarés pour une mobilisation, sans agir. Puis le CSIF a expliqué avoir été invité au Parlement par le PSOE [PS] pour la réintégration de leurs adhérents, quoi qu'en pense l'AG. Ils sont donc sortis du cadre unitaire et ont été jusqu'à se réunir avec Vox [extrême droite]... À l'heure actuelle, ils n'ont toujours pas été réintégrés.



PROPOS RECUEILLIS PAR PEDRO VALENCIA

• 15/04/2025

ÉDUCATION

Argenteuil en colère : les écoles dans la galère !



Mercredi 8 avril, des écoles, collèges et lycées d'Argenteuil (Val-d'Oise) et des villes voisines étaient en grève. Plus de deux cents travailleurs et travailleuses de l'éducation et de la fonction publique territoriale, accompagnés par des parents et des élèves, ont manifesté de la mairie d'Argenteuil à la sous-préfecture.

La grève a été parfois majoritaire, comme à l'école Ambroise-Thomas d'Argenteuil, qui devrait subir à la rentrée deux fermetures de classes et des pertes d'agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (Atsem), alors que déjà cette année, cette école souffre - comme beaucoup d'autres - du non remplacement de professeurs et d'accompagnantes d'élèves en situation de handicap (AESH). La grève a été très suivie dans des lycées d'Argenteuil, qui vont perdre à la rentrée des heures d'enseignement - autrement dit, voir exploser le nombre d'élèves par classe.

Même des collèges de quartiers populaires, qui vont gagner des heures et ouvertures de classes à la rentrée, ont suivi le mouvement, avec parfois des grèves majoritaires, au collège Jean-Moulin de Sannois, ou des

opérations « école morte », les parents n'envoyant pas leurs enfants en classe, comme au collège Claude Monet d'Argenteuil. Car là non plus, l'augmentation du nombre d'élèves n'est pas accompagnée par davantage de personnel de vie scolaire (CPE, surveillance), d'accompagnement des élèves en situation de handicap, de santé ou d'assistance sociale. Quant aux heures d'enseignement, elles sont en grande partie accaparées par la réforme toujours en cours du « choc des savoirs », avec les « groupes de besoins » de mathématiques et de français en sixième et cinquième.

Dans l'après-midi, une délégation des grévistes et parents d'élèves a été reçue à la direction des services départementaux de l'Éducation (DSDEN). Sans surprise, il n'en est rien ressorti de concret. Mais désormais l'habitude est prise : nous irons porter nos revendications ensemble et pas école par école ou établissement par établissement. Une prochaine AG aura lieu à la rentrée des vacances d'avril, avec la volonté de continuer la mobilisation en entraînant encore plus largement.

CORRESPONDANTS • 13/04/2025

Borne ou l'obsession du tri social dès le plus jeune âge

La ministre de l'Éducation nationale, Élisabeth Borne, a déclaré le 8 avril : « Il faut se préparer très jeune, presque depuis la maternelle, à réfléchir à la façon dont on se projette dans une formation et un métier. » Une déclaration certes ridicule, mais qui montre bien l'obsession de la bourgeoisie et de ce gouvernement : dès le plus jeune âge, organiser la sélection sociale.

C'est bien le sens des décrets publiés le 4 avril, qui entérinent l'existence des groupes de niveau en français et mathématiques en sixième et en cinquième. Certes, le gouvernement a dû momentanément, face à l'opposition massive des collègues et des parents, et aux grèves qui avaient eu lieu l'an dernier,

"Le plus dur c'est l'incertitude sur notre retraite" m'a déclaré Arthur, 16 mois, pendant son stage PRO de Maternelle...

#Borne



renoncer à mettre en place ces groupes de niveau en quatrième et en troisième. De même, le brevet ne sera pas obligatoire pour pouvoir accéder au lycée - une mesure qui aurait exclu des milliers de jeunes du système scolaire. Mais le gouvernement maintient son cap. Dès maintenant, les chefs d'établissement en collège tentent de faire peur aux collègues qui s'opposent à la mise en place de ces groupes. Il va donc falloir construire un véritable mouvement de grève pour imposer le retrait total de la réforme du collège et de ces groupes de niveau !

AURÉLIEN PERENNA • 15/04/2025



LES ÉVÈNEMENTS À NE PAS MANQUER



EXPOSITION

**L'ART EST DANS LA RUE :
UNE HISTOIRE DE L'AFFICHE**

AU MUSÉE D'ORSAY, PARIS. JUSQU'AU 6 JUILLET 2025

L'exposition *L'art est dans la rue* explore l'essor de l'affiche illustrée à Paris à la fin du XIX^e siècle.



Avec les grands travaux haussmanniens, les affiches envahissent les murs, palissades et colonnes Morris. Dès les années 1870, l'essor de la lithographie en couleur permet des visuels plus percutants. Les grands magasins comme le Bon Marché et la Samaritaine exploitent ce nouveau support pour séduire la classe ouvrière, proposant même des crédits à la consommation. Métier emblématique mais périlleux, le colleur d'affiches devient une figure incontournable du Paris de la Belle Époque. En période électorale, ils sont jusqu'à 1 800 à recouvrir les murs de la capitale, risquant parfois leur vie pour assurer la visibilité des messages qu'ils apposent. Loin de n'être qu'un outil commercial, l'affiche devient un terrain d'expérimentation pour les artistes. Jules Chéret, Toulouse-Lautrec, Mucha ou les Nabis (ce groupe de jeunes peintres post-impressionnistes en marge de l'art académique) la transforment en œuvre d'art, jouant sur les couleurs vives et l'absence de perspective traditionnelle... mais au service d'un message publicitaire.

L'affiche devient aussi un support politique. L'exposition évoque ces usages militants, on y découvre des affiches de la Commune de Paris et des commandes de la CGT ou encore du syndicat des cheminots réalisées par l'artiste anarchiste Jules Grandjouan. Près d'un siècle plus tard, cet art engagé est repris de façon éphémère avec brio et humour, entre pochoirs et sérigraphies, pendant le mouvement étudiant et la grève générale de Mai 68.

NORA DEBS • 15/04/2025

Un compte-rendu détaillé de l'exposition sur notre site >>



LIVRE

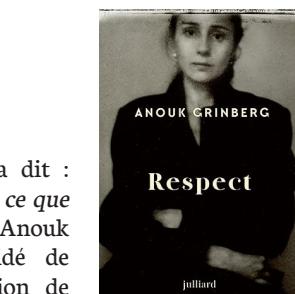
RESPECT

ANOUK GRINBERG

Julliard, 2025, 144 p., 18,50 €

Un jour, un ami lui a dit : « finalement on ne sait pas ce que ça fait d'être violée... ». Anouk Grinberg, actrice, a décidé de témoigner : de la sensation de mort, de la spirale de la honte, de l'anesthésie à mettre en place pour survivre. Dépassant le simple témoignage individuel, *Respect* décrit les rapports de domination dans leurs expressions les plus violentes parce que les plus niées : l'inceste et le viol. L'autrice nous rappelle que loin d'être des cas isolés ou, pire, « des pulsions », ce ne sont que les expressions du pouvoir des plus puissants sur les plus vulnérables, à toutes les étapes de leur vie. Des agressions dans l'enfance aux relations toxiques à l'âge adulte, l'histoire de *Respect*, c'est l'histoire d'une vie dans la violence, puis de la reconquête de soi par la résistance et par l'amour.

L'omerta empêche de se relever. Une « fabrique de mort » : comment se relever de ce qui est nié ? Pire, quand le curseur de la culpabilité est en permanence déplacé du coupable à la victime ? Anouk Grinberg s'inscrit dans la vague de libération de la parole et de dénonciation de l'impunité des puissants, notamment dans le monde du cinéma. C'est un appel à la résistance et à l'action collective. Pour que la honte change de camp, car celle qui gagne, comme le conclut son livre, est celle « qui marche sans honte ».



ALIX NILABLI • 12/04/2025

FILM

FANON

JEAN-CLAUDE BARNY

En salle depuis le 2 avril

À l'heure des tensions franco-algéries, la sortie début avril 2025 de ce brûlot sur la colonisation de l'Algérie tombe à pic. Si ce film n'est pas sans défauts, il a toutefois le mérite de mettre à l'honneur une figure anticolonialiste importante, le Martiniquais Frantz Fanon.

L'intrigue du film commence en 1953, alors que Fanon arrive en Algérie avec sa femme pour devenir chef de service à l'hôpital psychiatrique de Blida. Ce faisant, il se rapproche d'un militant du FLN qui lui ouvre les portes de l'organisation clandestine, menée dans la région par Abane Ramdane, un nationaliste qui devient l'ami de Fanon. Si les pratiques clandestines sont traitées avec quelque légèreté, les luttes pour le pouvoir au sein du FLN dès les années 1950 sont cependant bien montrées (à défaut des massacres perpétrés par le FLN sur le MNA, son concurrent). En outre, il met l'accent sur les exactions de l'armée française, les traumatismes créés sur les colonisés, mais aussi sur les tortionnaires qui doivent obéir aux ordres.

Les écrits de Fanon, en pleine élaboration, sont souvent cités à propos par le film. Désespéré face aux ambiguïtés de la gauche française, il s'est révélé dans les faits très suiviste vis-à-vis du FLN. Les trahisons des bourgeois nationales et les formes de néocolonialisme à l'œuvre après les indépendances constituaient pourtant un des sujets de son livre testament, *Les Damnés de la Terre*, écrit en 1961, juste avant la mort de celui qui aura raté de peu l'indépendance de l'Algérie. Dommage que le film n'ait pas plus insisté sur cette clairvoyance des derniers temps.

BARBARA KAZAN • 15/04/2025

Critique détaillée sur notre site >>



FILM

AU PAYS DE NOS FRÈRES

RAHA AMIRFAZLI ET ALIREZA GHASEMI

En salle depuis le 2 avril

Prix de la meilleure réalisation du festival du film de Sundance 2024, *Au pays de nos frères* raconte l'histoire d'une famille élargie de réfugiés afghans en Iran.

Le récit se divise en trois parties, chacune centrée sur un personnage différent, et s'étale sur vingt ans (en 2001, en 2011 et en 2021). Une forme d'anthologie, pour brasser le portrait le plus large possible d'une population en exil, notamment depuis le début de la guerre de l'impérialisme américain contre le régime des talibans, qui seraient au nombre de 5 millions au « pays des frères ». Des chiffres derrière lesquels se cachent des vies humaines, souvent lourdes de traumatismes et de violences impossibles à dire, soit parce qu'on n'en a pas le droit, soit parce qu'on a peur, soit parce qu'elles dépassent l'entendement...

Car c'est bien du silence qu'il est aussi question. Et si on ne voit pas grand-chose d'une quelconque « fraternisation » entre Afghans et Iraniens dans le film, on comprend très clairement qu'ils n'ont pas de frères, en tout cas parmi ceux qui incarnent le plus frontalement la République islamique et la bourgeoisie iranienne dont elle sert les intérêts. Les frontières nationales se doublent de frontières de classe pour chacun des protagonistes. Ces frontières de classe dont le film rappelle souvent qu'elles sont indépassables, par des gestes ou des plans qui contredisent la parole d'un « bon flic » ou d'une « bonne patronne ». Un film poignant, à voir dès que possible.

CLAIREE LAFLEUR • 15/04/2025

DOCUMENTAIRE

**DE ROCKSTAR À TUEUR :
L'AFFAIRE BERTRAND CANTAT**

ZOÉ DE BUSSIERRE, KARINE DUFOUR, ANNE-SOPHIE JAHN ET NICOLAS LARTIGUE

Documentaire Netflix, 2025

Dans la nuit du 26 au 27 juillet 2003, l'actrice Marie Trintignant est assassinée, rouée de coups par son compagnon, Bertrand Cantat.

On ne parle alors pas de féminicide. Pire, Marie Trintignant est diabolisée, tenue responsable de son propre meurtre.

À l'inverse, Cantat est posé en victime de sa propre passion, de la passion d'un couple trop « intense » où les responsabilités sont partagées dans la violence. À l'opposé de cette idée d'un Cantat trop passionné, le documentaire nous présente une autre facette, celle d'un cogneur de femmes dont Marie Trintignant n'est pas la seule victime. Sa femme Kristina Rady aurait aussi subi les violences du chanteur. Elle s'est suicidée en 2010, trois ans après la libération de Cantat et son retour à leur domicile.

En somme, le documentaire rappelle que Marie Trintignant et Kristina Rady ne sont pas des victimes de la passion, que ce n'est pas la faute de la passion si chaque année, en France, une centaine de femmes sont tuées par leur conjoint ou ex. C'est bien la faute d'un système patriarcal où les femmes sont considérées comme des objets au service des hommes, qu'ils peuvent utiliser, puis jeter, tuer, sans en subir les conséquences, à l'image de Cantat dont le retour sur scène en 2013 a été un succès à la fois médiatique et dans les salles de concert, malgré une très forte opposition dans les milieux féministes.

Affaire Pelicot, affaire Le Scouarnec, affaire Depardieu, meurtre de Chahinez Daoud : autant d'affaires qui nous montrent que les violences sexistes et sexuelles sont toujours d'actualité douze ans après le meurtre de Marie Trintignant. C'est aussi ce qui rend ce documentaire indispensable : dénoncer les violences patriarcales, et en finir avec l'impunité.



ANAÏS DARMONY • 15/04/2025

SÉRIE

DEVIL MAY CRY

Série Netflix



Dante, un chasseur de démons aux origines troubles, se trouve au centre d'un conflit qui oppose l'armée américaine à un démon-terroriste appelé le Lapin blanc, qui cherche à asservir l'humanité. Il s'agit de l'adaptation en série animée d'une saga de jeux vidéo dont le scénario n'a jamais été qu'un prétexte pour mettre en valeur ses mécaniques de jeu et son action. L'animation met donc à l'honneur les chorégraphies des combats, qui s'enchaînent de façon jouissive dans un rythme effréné. Les fans reconnaîtront d'ailleurs quelques références aux jeux que le studio Mir, à l'origine de la série, a eu le bon goût de faire subtiles et peu nombreuses, tout en se débarrassant de la sexualisation à outrance des (rares !) personnages féminins. Derrière un apparent manichéisme se révèle un scénario assez subtil, qui n'a pas peur de construire comme toile de fond une métaphore de la guerre en Irak, ou plus largement de tous les conflits impérialistes. On est surpris de voir une œuvre à l'univers a priori léger et fantaisiste prendre fermement position contre l'impérialisme américain, surtout dans le contexte de son soutien au génocide en Palestine, tout comme par la grande nuance apportée à la critique de la politique des organisations nationalistes opposées aux États-Unis au Moyen-Orient. L'œuvre brille là où on ne s'y attend pas, sans jamais nous ennuyer ni dénaturer son matériau d'origine. Affaire à suivre pour les prochaines saisons !

CÉLINE HERMEL • 13/04/2025

Résistance générale contre Erdoğan et son régime !

Près d'un mois après que les étudiants de l'université technique d'Istanbul ont brisé les barrages de police de la place Beyazit, située devant leur campus, pour exprimer leur opposition au coup de force d'Erdoğan, les assemblées générales et manifestations continuent dans les campus de Turquie... et suscitent la solidarité en France.

Le 9 avril dernier, plus de cent manifestants étaient présents place de la Sorbonne pour exprimer leur solidarité avec leurs camarades en Turquie, où près de 300 étudiants sont emprisonnés par le régime. À l'origine du rassemblement, Direnş sans frontières, un jeune collectif parisien d'étudiants originaires de Turquie qui refusent de laisser aussi bien le CHP (le principal parti, kényaniste, d'opposition à Erdoğan) canaliser la mobilisation actuelle vers une impasse institutionnelle, que les relais de l'AKP (le parti islamiste au pouvoir) menacer les jeunes et travailleurs présents dans la diaspora européenne.

Parmi les présents, des exilés depuis le coup d'État de 1980, mais aussi des étudiants qui ne souhaitent que retourner en Turquie manifester avec leurs camarades. Ils seront quelques-uns à profiter des vacances universitaires françaises pour rejoindre les cortèges du 1^{er} mai, direction la place Taksim, où s'était déployée la révolte de Gezi - le Printemps turc de 2013.

Plusieurs de ces jeunes ont participé, le lendemain, à une réunion du NPA-Révolutionnaires sur la situation actuelle en Turquie : l'occasion pour les 130 personnes présentes de discuter des forces de la mobilisation... mais aussi de ses limites, alors que le poids des courants nationalistes et l'absence actuelle de mobilisation de la classe ouvrière



en Turquie pèsent sur les perspectives des manifestants. À l'heure où la quasi-totalité des organisations de la gauche institutionnelle ou syndicales françaises sont absentes des manifestations, il est urgent de tisser des liens afin de faire vivre une perspective internationale. De Strasbourg à Bordeaux, en passant par Grenoble, Rennes et Toulouse, les contacts sont pris.

STEFAN INO • 15/04/2025

UNIVERSITÉ ROUEN-PASTEUR

Pour combattre le racisme à la fac, ne comptons que sur nos luttes

Depuis plusieurs semaines, la lutte se poursuit au campus Pasteur de Rouen, suite à la tentative de suicide d'un étudiant harcelé par un enseignant raciste.

PAS DE SOLUTIONS DU CÔTÉ DES INSTITUTIONS

Après avoir rassemblé des centaines d'étudiants au début du mouvement, les dernières assemblées générales ont oscillé autour d'une centaine de participants. Cette diminution de la présence en AG s'explique, entre autres, par l'approche des vacances et des examens partiels. Ce qui ne doit pas encourager à chercher des raccourcis dans la lutte, ni à se replier sur des solutions institutionnelles, comme la recherche des moyens d'action en justice ou l'appui de députés, notamment ceux du PS. Leur parti a mené les pires politiques racistes quand il était au pouvoir. Récemment, c'est la municipalité parisienne qui a demandé l'expulsion de la Gaité-Lyrique. Ni la justice ni l'État bourgeois ne sont des points d'appui contre le racisme systémique, comme le rappelle le soutien de la présidence de l'université à son enseignant. Même une victoire ponctuelle - le renvoi du prof raciste - ne pourra être obtenue que par la lutte et par la pression exercée par la force du nombre.

LE RACISME EST SYSTÉMIQUE, ATTAQUONS LE SYSTÈME

Les étudiants qui restent mobilisés sont déterminés et sont devenus de véritables militants du mouvement. Alors qu'au début les AG peinaient à faire appliquer les décisions qui y étaient prises, les laissant aux soins d'individus non mandatés, les étudiants n'hésitent plus désormais à se réunir en commissions pour mettre en application les décisions. La mobilisation commence à s'étendre. Elle touche maintenant

des étudiants d'autres campus, comme celui de médecine, tout en tissant un lien étroit avec les jeunes mineurs isolés - victimes criantes du racisme de cette société pourrie. Après tout, le racisme ne s'arrête pas aux frontières de Pasteur !

C'est par ces chemins que la lutte pourra continuer à vivre et triompher, sans s'arrêter au cadre étiqueté du droit bourgeois et des murs de l'université, en se liant à tous les éléments du combat antiraciste là où il existe. Il n'est pas de meilleur moyen de combattre le racisme dans les facs que de s'y opposer dans toute la société.

ANDRÉA CLAU • 15/04/2025



SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM : @npajeunes_revo

SCIENCES PO STRASBOURG CRS hors de nos campus, solidarité Palestine !

Vendredi 11 avril, huit camions de CRS étaient devant Sciences Po Strasbourg, bloqué depuis le mercredi en solidarité avec le peuple palestinien. Des CRS qui deviennent des habitués du campus, puisqu'ils sont intervenus une dizaine de fois depuis l'an dernier : à défaut de reconnaître l'État palestinien, les flics reconnaissent son drapeau...

Fouillés un à un, les étudiants ont été palpés, y compris au niveau des parties génitales, insultés et violents. La police n'a rien à faire sur nos campus, elle ne fera pas taire nos mobilisations !

LES ÉTUDIANTS SAVENT QUE LES ATTAQUES NE FONT QUE COMMENCER !

La mobilisation se poursuit contre la politique d'austérité du gouvernement : 400 personnes en assemblée générale à la Sorbonne, 450 personnes à Bordeaux Montaigne, une manif de plusieurs centaines en lien avec les travailleurs de la culture à Paris, une AG interfac à Paris qui rejoint la journée du 15 mai...

Mercredi 9 avril, 8 heures du matin : la Sorbonne est bloquée par les étudiants qui dénoncent les coupes budgétaires dans l'enseignement supérieur (1,5 milliard en tout, 13 millions à Paris 1). Une soixantaine de CRS débarquent, une scène surréaliste commence alors : contrôles d'identité, policiers en civil infiltrés dans la fac pour suivre des profs, des étudiants sortis de la file d'attente pour entrer dans la fac sous prétexte qu'ils portent un keffieh. Le tout pris en photo par des touristes.

Deux jours plus tard, à Bordeaux Montaigne, 60 flics déplacent le même mode opératoire en entrant dès 6 heures du matin dans la fac occupée : fouilles au corps, insultes, violences. Huit fourgons de gendarmerie restent sur le campus pour intimider les étudiants... qui ne se laissent pas faire. L'AG du midi, réunissant plus de 450 personnes, finit par partir spontanément en cortège pour scander des slogans face aux flics et les faire transpirer sous le soleil !

Les présidents d'universités disent être « opposés aux coupes », mais ils n'hésitent pas à rameuter des gendarmes casqués et armés face aux étudiants mobilisés. La répression montre bien à quel point tous ceux qui relèvent la tête sont une épine dans le pied de ce gouvernement. Même si elle dure depuis plusieurs mois, la lutte est encore devant nous : Bayrou vient d'annoncer qu'il faudrait encore trouver 40 milliards d'économies supplémentaires l'année prochaine. Droit du travail, santé, éducation, ces économies se feront toujours sur notre dos !

Des AG sont prévues toute la semaine à Bordeaux, une journée de mobilisation est prévue dès la rentrée des vacances à la Sorbonne. On ne va pas se laisser faire : soyons le plus nombreux possible dans la rue le 1^{er} mai !

UMA DAUNAI • 15/04/2025

**NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES**